

ESSAI

SUR

LA NOTION DE NATIONALITÉ

DANS

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Samedi 23 Juin 1923, à 15 h. 30

PAR

André BOHN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE NANCY

devant le Jury d'examen

Président..... MM. CHRÉTIEN, professeur.

Assesseurs..... } LALOUËL, agrégé.

LESCOT, agrégé.

NANCY

IMPRIMERIE NANCEIENNE, 15, RUE DE LA PÉPINIÈRE

—
1923

ESSAI

SUR

LA NOTION DE NATIONALITE

DANS

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Samedi 23 Juin 1923, à 15 h. 30

PAR

André BOHN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE NANCY

devant le Jury d'examen



Président..... MM. CHRÉTIEN, professeur.

Assesseurs } LALOUEL, agrégé.
LESCOT, agrégé.



NANCY

IMPRIMERIE NANCEIENNE, 15, RUE DE LA PEPINIÈRE

—
1923

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. GÉNY (*, (I)).

Doyen et professeur honoraire : M. BINET (*, (I)).

Professeurs honoraires : MM. MAY (*, (I)) et GARNIER ((I)).

MM. CHRÉTIEN ((I)), professeur de Droit international public et privé.

GÉNY (*, (I)), professeur de Droit civil.

MICHON ((I)), professeur de Droit romain.

BROCARD ((I)), professeur d'Economie politique.

MOREL ((I) A), professeur de Droit civil, chargé de cours à la Faculté de Droit de Paris.

RENARD ((I)), professeur de Droit public.

HENRY, professeur de Droit criminel.

LAVERGNE ((I) A), professeur d'Economie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRÉLL ((I) A), professeur d'Histoire du Droit.

LOUDINOT (*, †, ‡, ((I) A), agrégé, détaché au Ministère des Régions libérées.

LALOUEL, agrégé, chargé des cours de Droit administratif, de Droit public et constitutionnel comparé et de Législation financière.

LESCOT (‡), agrégé, chargé des cours de Droit commercial et de Voies d'exécution.

SIMONNET ((I)), docteur en Droit, chargé des cours de Droit civil (3^e année) et de Droit civil (capacité).

GIGNOUX (*, ‡), docteur en Droit, chargé des cours d'Economie politique (licence et doctorat).

VOIRIN (‡), docteur en Droit, chargé d'un cours de Droit civil (2^e année).

MELIN ((I)), docteur en Droit, chargé du cours de Science sociale.

BERTRAND ((I)), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières des candidats.

INTRODUCTION

Durant la guerre, les belligérants étaient arrivés à se persuader qu'ils luttaien pour une noble cause, qu'ils versaient leur sang pour le triomphe du Droit, du Droit des peuples à la liberté. Quand ils furent surpris par le retour de la Paix, ils crurent que leurs maux étaient désormais finis, que l'Humanité entraîn dans une ère de paix longue et durable, sinon éternelle.

L'imagination populaire accepte toujours avec empressement les formules sonores dont elle ne saisit souvent pas le sens et la portée exacts, mais qu'elle interprète de la façon qui lui plaît le plus. Dans les pays démocratiques comme la France, « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ne pouvait que recevoir un accueil chaleureux et attendri. Malheureusement, formuler un principe et l'appliquer sont deux choses tout à fait différentes. Sans rechercher si les gouvernements avaient réellement l'idée de le mettre en œuvre, on peut affirmer, sans crainte de démenti, que le monde n'en a vu qu'une application très mitigée et atténuée.

Nous allons examiner ce qu'il faut entendre par « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ou, pour

employer une formule plus resserrée, par « principe des nationalités ». Nous étudierons plus spécialement la notion de nationalité.

Et nous aboutirons à ceci : le principe des nationalités est d'une application difficile et dangereuse, parce que c'est un principe trop « spirituel », qui plane au-dessus du domaine de la réalité. Pour traduire par des actes des idées aussi vastes et aussi généreuses, il faudrait que l'esprit des hommes y fût préparé autrement que par des excitations à la violence et des exhortations au culte de la haine.

CHAPITRE PREMIER

I. — L'IDÉE DE NATIONALITÉ A L'HEURE ACTUELLE

De nos jours, le mot de nationalité jouit d'une grande vogue. Nationalité, principe des nationalités, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, voilà des mots qu'on lit partout, dans les revues de droit comme dans le petit journal de province. On s'occupe des peuples opprimés, on s'apitoie sur leur sort — souvent sans bien le connaître. Dans divers pays, des ligues ou sociétés font appel à l'opinion publique universelle pour abolir les dernières tyrannies.

« Tout le passé historique récent est une sorte de proclamation tacite des droits exclusifs des Etats et de leur prépotence. L'instauration de la Société des Nations, en 1919 (1), est la consécration d'une évolution historique.

« Qu'on le veuille ou non, la vérité historique reste

(1) **Brunhes et Vallaux.** — *La Géographie de l'Histoire*, p. 598 :

« Quand le président Wilson parlait d'une Ligue des Nations, il entendait la Nation comme un Etat pouvant grouper sous une même autorité politique bien des nationalités diverses. »

indiscutable, et elle a été clairement notée par l'historien Emile Bourgeois et rappelée par Théodore Ruysen : au ^{xix}^e siècle, ce ne sont pas les nationalités, mais ce sont les Etats qui ont été les triomphateurs. Il faut ajouter qu'au ^{xx}^e siècle les Etats et les grands Etats s'acheminent à être des tyrans.

« De là, toute cette poussée violente des nationalités et des nations (2) à devenir des Etats. De là, cette ruée de groupés en formation à aboutir à cette installation territoriale qui est le soubassement nécessaire de l'Etat politique » (3).

(2) Il est utile de bien marquer la différence entre nation et nationalité. Dans le droit pur, l'on entend habituellement par nation l'ensemble des individus qui composent un Etat. La nationalité est une réunion d'hommes, groupés par diverses affinités, naturelles, historiques ou autres, et qui forme un être complet, distinct, en dehors de tout lien politique et de tout cadre juridique.

Pour se faire une idée de la différence entre une nation et une nationalité, on peut prendre la Belgique comme exemple : il n'y a eu et il n'existe une « nation belge » que parce qu'il y a eu et existe aujourd'hui comme hier un « Etat belge ». C'est la forme supérieure de l'Etat qui a contribué, plus que toute autre cause, à façonner une conscience nationale commune aux deux nationalités qui composent la Belgique : Wallons et Flamands.

(3) **Brunhes et Vallaux.** — *La Géographie de l'Histoire*, p. 598 à 602 :

« Les « sans-patrie » millénaires que sont les Juifs, obéis-

Il existe donc aujourd'hui une certaine opposition entre la doctrine traditionnelle de l'Etat et le principe des nationalités, que ses défenseurs représentent volontiers comme le principe directeur du droit international de l'avenir.

Avant d'examiner le principe des nationalités, il importe de ne pas faire de confusion entre les deux sens du mot nationalité.

Lorsqu'on parle de nationalité, dit M. Johannot, on a l'air d'exprimer une seule et même chose. En réalité, ce mot a deux sens nettement distincts : un sens étroit, c'est celui qui exprime le lien unissant un individu à son pays d'origine. C'est ainsi qu'on parle de la nationalité française, de la nationalité allemande. Cette nationalité est créée par l'Etat et ce mot apparaît à peu près comme synonyme d'Etat. — La nationalité est pour l'individu un titre, un droit ; il peut l'abandonner pour en choisir une autre.

Nationalité a aussi un sens large (4), c'est celui

sant à cette impulsion universelle vers l'Etat, veulent avoir aussi leur territoire et leur Etat. (sionisme) »

(Br. et Val. — *Ibid.*)

(4) « Lorsque, dit Buchez, je prononçai pour la première fois, il y a plus de trente ans, le mot « nationalité », je crus l'inventer ; je crus faire un barbarisme... Heureusement, j'ignorais alors ou j'avais oublié que c'était un terme de droit, car je n'aurais pas osé m'en servir dans le sens où je l'employais. En effet, je lui donnai la signification

qu'on découvre quand on parle de réalités sociales qui ne correspondent à aucun Etat : ainsi la nationalité polonaise, au temps peu lointain où l'Etat polonais n'existait pas ; les nationalités roumaine ou serbo-croate, composées d'hommes dépassant les limites de l'Etat national.

C'est le sens de nationalité, dans *Principe des Nationalités*.

nouvelle que je lui conserve (ici), mais aujourd'hui avec pleine autorité ; car ce mot, dans son nouveau sens, a fait fortune, sans qu'on eût su d'où il venait et peut-être à cause de cela. Il veut dire non seulement la nation, mais encore *le quelque chose en vertu de quoi une nation subsiste*, même lorsqu'elle a perdu son autonomie. »

(Bucheze. — *Politique et Science sociale*, t. I, p. 74.)

II. — LE FONDEMENT DE LA NATIONALITÉ

Il semblerait que, puisqu'on a découvert un principe des nationalités, on ait donné de la nationalité une définition précise, on sache exactement de quoi l'on parle. Il n'en est rien (5).

Le développement libre des nationalités serait un talisman qui permettrait à la pauvre humanité de guérir ses blessures et de vivre dans la paix et la prospérité...; mais, avant de charmer les hommes par de belles promesses, il faudrait se mettre d'accord sur le sens à donner au mot nationalité.

Les auteurs s'y sont essayés et n'ont pas réussi.

On a émis diverses théories sur la nationalité. On peut dire qu'il y en a deux grandes : une théorie autoritaire et une théorie libérale.

La première prétend trouver le fondement de la nationalité dans des éléments matériels tels que la race, la langue, la religion; la seconde voit dans la nationalité un phénomène de volonté, elle serait du domaine psychique.

Nous allons examiner si elles sont acceptables.

(5) **Johannet.** — *Principe des Nationalités*, p. 20 :

« La partie obscure du principe des nationalités, c'est la nationalité. »

§ I. — La race

A première vue, l'idée de race paraît une base de la nationalité si légitime que c'est à elle qu'on songe dès qu'il est question de nationalité (6).

C'est une pensée agréable et qui flatte de se figurer être un type à part dans l'espèce humaine — supérieur bien entendu à tous les autres.

Le grand public a le culte des illusions et il est dangereux de porter sur ses idoles une main sacrilège. Par exemple, ne serait-il pas du plus mauvais goût de vouloir le persuader que les Allemands (ou du moins nombre d'entre eux) sont les frères des Français... par la race? (7).

Il est attristant de mesurer les bornes de l'aveuglement populaire. Il n'y aurait encore que demi mal, si de telles erreurs n'entraînaient pas les plus déplorables effets : si chaque peuple forme une race, il va en résulter des jalousies aussi nombreuses que violentes, chacun prétendant à la première place et

(6) **Johannet.** — *Principe des Nationalités*, p. 213.

(7) « Le nom de France, dit M. Gaston Paris, n'est pas un nom de race, mais un nom d'amour et de longue histoire commune. »

s'estimant le plus digne de porter le flambeau de la civilisation (8).

Qu'est-ce donc que la race?

C'est un terme biologique. Il signifie un ensemble de faits anatomiques (9). Mais cet ensemble n'est pas encore rigoureusement déterminé. D'ailleurs, serait-ce possible? Les différents groupes ethniques sont séparés par des gradations insensibles, il est donc très difficile de trouver un critère pour établir des divisions scientifiques dans l'espèce humaine (10).

(8) « ...la France va continuer *sa mission* historique, en servant de sentinelle à la civilisation d'Occident. »

(*Le Temps*, 9 janvier 1919.)

(9) **Novicow.** — *Politique internationale*, p. 124 et suiv.

(10) « En examinant attentivement les différents groupes ethniques appelés communément peuples, nations, tribus, etc., nous constatons qu'ils se distinguent les uns des autres surtout par la langue, leur genre de vie et leurs mœurs; nous constatons, en outre, que les mêmes traits du type physique se rencontrent dans deux, trois ou plusieurs groupes ethniques parfois assez éloignés l'un de l'autre comme habitat. D'autre part, dans le sein même de la plupart de ces groupes, nous voyons presque toujours des variations du type physique si notables que nous sommes conduits à admettre l'hypothèse de la formation de ces groupes par le mélange de plusieurs unités somatologiques distinctes. C'est à ces unités que nous donnons

La couleur de la peau avait été adoptée autrefois comme trait distinctif de la race. Gobineau, adoptant la classification de Cuvier, distinguait trois races fondamentales : blanche, noire, jaune (11).

La race blanche, supérieure aux autres, se divisait en trois groupes : les Chamites, les Sémites, les Japhétides. Les deux premiers se mélangent aux noirs et dégénèrent, car le mélange des races aboutit à une synthèse de leurs défauts respectifs (12).

Quant aux Japhétides, ils se divisent également en trois groupes : les Celtes et les Slaves qui se mêlent

le nom de races, en prenant ce mot dans un sens très large, différent de celui qu'on lui donne en zoologie et en zoo-technie. C'est un ensemble de caractères somatologiques qui, jadis, se rencontrait dans une réunion réelle d'individus et qui, aujourd'hui, s'est éparpillé par fragments, à doses variables, dans divers groupes ethniques, dont on ne peut plus le dégager que par une analyse délicate. »

Joseph Deniker. — *Les Races et les Peuples de la Terre*, d'après **E. Nys.** — *Le Droit international*, p. 362.

(11) **Edinburgh Review.** — *Ethnology*, oct. 1848, p. 444 :

« There is probably no evidence of original diversity of race which is so generally and unhesitatingly relied upon, as that derived from the colour of the skin (and the character of the hair)... but it will not, we think, stand the test of a serious examination... »

(12) **Gobineau.** — *Essai sur l'Inégalité des Races humaines.*

aux jaunes, et les Germains qui restent vierges de tout mélange. Aussi possèdent-ils toutes les qualités : l'intelligence, la décision, l'énergie, la beauté du corps. C'est une race de chefs nés (13).

Naturellement, cette race supérieure a une culture supérieure. Et n'est-il pas utile d'en faire profiter les autres ?

Les Allemands ont adopté d'enthousiasme cette théorie et le mouvement pangermaniste a essayé de la réaliser (14). L'Allemagne est le pays le plus cultivé : le *Vollkulturvolk*, le premier des *Kulturvolker*, dont la mission est de civiliser les *Naturvolker*, les peuples en retard (15).

Cette théorie des races (16) a été reprise et perfec-

(13) Pourtant, le grand Frédéric se déclarait « fatigué de régner sur une nation d'esclaves ».

(P. Gaultier. — *La Mentalité allemande et la Guerre*, p. 11.)

(14) **Le Fur.** — *Races, Nationalités et Etats.*

(15) La race n'est pas en elle-même le principe d'une supériorité intellectuelle. Un noir s'assimile et se « civilise » avec une facilité remarquable. (Ex. : Candace, Diagne.) Malgré tous ses efforts, la race blanche ne saurait empêcher la race noire d'égaliser, et peut-être dans l'avenir de dépasser, son niveau de culture. C'est le seul effet du hasard et des conditions géographiques qui a permis aux blancs de développer plus que d'autres leur intelligence.

(16) Tous les Allemands ne sont pas partisans de cette

tionnée. Vacher de Lapouge distingue en Occident deux grandes espèces du genre homo : l'homo europaeus et l'homo alpinus. La première est une race noble, la seconde une race d'esclaves. La race noble, c'est les Germains, les descendants des Aryas; l'autre, c'est la race latine.

Cette division ne repose que sur des affirmations bienveillantes. Sa valeur scientifique est nulle.

L'homo europaeus serait grand, blond, dolichocéphale (17); l'homo alpinus, petit, brun, brachycéphale. Poursuivant ses affirmations, Vacher de Lapouge prétend que la race est le facteur fondamental de l'histoire, les influences politiques et économiques n'y prennent aucune part (18).

De nos jours, on a abandonné — avec raison, dit-on

théorie. Ainsi, **Bernhard Becker** écrit : « Es ist unmöglich zu bestimmen welches das sichere æuszere, stets zutreffende Merkmal der Nationalität sei. Die Abstammung ist es nur irrthümlich; denn erstens steht fest, dass dieselbe nirgends rein und ungemischt ist und zweitens verliert sie sich überall in undurchdringlichen Dunkel ».

(*Der Miszbrauch der Nationalitätenlehre*, p. 102.)

(17) **P. Woltmann** prétend reconnaître dans n'importe quel pays un Germain à ces trois caractères, ou à l'un d'eux : grande taille, cheveux blonds, teint clair.

(18) **M. Vacher de Lapouge** est persuadé que sa doctrine, résultat de travaux persévérants et consciencieux, est l'expression même de la vérité.

— la distinction des races d'après la couleur de la peau, sous prétexte qu'elle était bien arbitraire (19).

Cependant, il ne faut pas trop mépriser les couleurs : on ne se trompe pas plus avec ce moyen qu'avec les autres. Que penserait-on d'un noir qui, mécontent de sa pigmentation, ou dédaigneux du teint blafard de ses frères blancs, déclarerait que, pour un examen analytique et scientifique des races, de la race au sens anthropologique du mot, la couleur de la peau est un élément sans importance, un facteur à négliger? (20)

On chercha ensuite des traits distinctifs de la race dans la conformation de la tête, et l'on divisa les hommes en dolichocéphales, mésocéphales et brachycéphales; mais ces différentes conformations se rencontrèrent chez le même peuple; il fallut bientôt mettre cette classification de côté.

M. Hæckel et M. F. Muller, trouvant que la nature des cheveux est le trait qui se transmet le plus par l'hérédité, ont basé là-dessus leur division de l'espèce humaine. Ils la partagent en douze races. (Ils distinguent les cheveux laineux et les cheveux lisses; ils subdivisent les premiers en cheveux en touffes et cheveux en toison et les seconds en cheveux droits et bouclés.) La division des hommes en races ne leur suffit pas; ils divisent les races en branches, rameaux, familles et peuples... C'est d'une belle et attrayante simplicité!

(19) Novicow. — *Politique internationale.*

(20) Brunhes et Vallaux. — *La Géographie de l'Histoire.*

Aujourd'hui, l'anthropologie ne connaît que trois races principales en Europe: une race du Midi, l'homme méditerranéen; une race dite de l'homme du Nord et une race de l'Est, l'homme alpin. Comme on le voit, ces divisions sont extrêmement vastes.

Il existe des races; mais il y a eu de trop nombreux mélanges de sang pour qu'on puisse toujours les distinguer sans erreur (21).

Il faudrait remonter dans le passé au moins d'une vingtaine ou d'une trentaine de milliers d'années, c'est-à-dire au moins jusqu'aux temps paléolithiques, pour découvrir des groupes humains approximativement homogènes, répondant à la définition théorique de la race. Et encore, si nos connaissances étaient plus étendues, les découvrirait-on? (22).

(21) « Dans l'état actuel de la science, il nous devient impossible de distinguer les origines ethniques des peuples. »

(Jean Finot. — *Le Préjugé des Races*, p. 500.)

« Il est certain, à y regarder de près, que la distinction de races vraiment étrangères les unes aux autres sur le continent européen ne repose sur aucune donnée précise. Migrations, guerres, échanges sociaux et commerciaux ont inextricablement mêlé les éléments ethniques qui constituent aujourd'hui les nations du vieux monde occidental. »

(Th. Ruyssen. — *La Paix par le Droit*, juin 1922.)

(22) « Comment la tribu, issue d'ancêtres communs, est-elle devenue, en essaimant autour d'elle, un petit peuple

Ceci dit, on juge de la fragilité des théories allemandes sur la nationalité. Les auteurs allemands considèrent la race comme l'élément principal et caractéristique de la nationalité (23).

Ils arrivent à cette identification de la race et de la nationalité grâce à des stratagèmes. Leur doctrine (24), à défaut de ce qui devrait être son vrai fondement (l'identité de caractères physiologiques), s'attache ou bien, avec Fichte, au critère externe du langage pris comme signe de race, ou bien au droit historique (25) ou au droit divin du souverain qui, pas plus d'ailleurs que le langage, n'ont aucun rapport direct avec l'idée de race pure (26).

qui, amplifié lui-même par des accroissements successifs, a transmis à la nation moderne une parcelle du sang originel? »

(Turgeon. — *La Nation*.)

(23) **De Roquette-Buisson.** — *Du Principe des Nationalités*, p. 86.

(24) **Le Fur.** — *Races, Nationalités et Etats*.

(25) « Il ne faut pas confondre ce qu'on nomme les races « historiques », c'est-à-dire des entités formées par les événements, avec les grandes races « naturelles ». Chacune de celles-ci ne dépend d'aucune circonstance contingente. *Res nata, non facta* ! Elles sont « supranationales ».

(Picard. — *Le Droit pur*, p. 240.)

Le vrai, c'est qu'il n'y a qu'une sorte de race, la race naturelle.

(26) « Une vue plus pénétrante qui commence à se ré-

Mais les linguistes eux-mêmes conviennent que ces prétendues races fondées sur la langue n'existent pas. Nous verrons d'ailleurs, plus loin, ce qu'il faut penser de la langue prise comme signe de la nationalité.

Tout en niant qu'il existe des différences nettes entre les races, il ne faut rejeter l'évidence même : une race donne un fond de caractère à l'individu (27); la race lance l'individu dans une direction et, malgré le milieu social auquel il emprunte des idées et des

pandre différencie surtout les races par leurs natures psychiques, qui varient sur la généralité des grandes forces sociales : Langue, Religion, Art, Morale, Droit, etc. Les races ont des esthétiques, des éthiques, des croyances, des lois différentes... Et ces caractères psychiques sont aussi fixes que les caractères physiques. »

(Picard, p. 241.)

Mais il ne faut pas tomber dans l'exagération, comme M. Picard : « Une race, dans ses éléments généraux, n'a qu'une âme et qu'un corps. Cette âme est la mobilisation de toutes ses idées et de tous ses sentiments. Elle constitue une totalité complexe et magnifique, rayonnant dans tous les ordres de la vie, une puissante unité qui se manifeste dans l'histoire sans jamais s'interrompre, sans jamais se contredire, sans jamais subir de déviation durable. »

(*Ibid.*)

(27) **Novicow.** — *Politique internationale*, 131.

sentiments, il en garde toujours l’empreinte (28)
[ex. : les juifs].

Si nous supposons qu’il y a des cas où il est possible de distinguer des races (29), il n’en va pas qu’on puisse leur donner une signification nationale (30). La race peut s’identifier à la famille. La parenté n’est pas une cause absolue de sympathie. Deux frères qui ne se sont jamais vus n’éprouveront qu’une bien médiocre affection l’un à l’égard de l’autre (le Normand est le frère de race du Norvégien). Quand leurs intérêts sont en antagonisme, ils peuvent même se

(28) « A coup sûr, une race est une grande réalité matérielle qui subsiste et qui persiste, dont les caractères apparaissent, reparaissent, transparaissent dans les individus et les collectivités. »

(Br. et Val. — *Géographie de l’Histoire.*)

(29) En Europe. Il est clair qu’on n’hésitera pas à différencier un Chinois d’avec un Arabe.

(30) « Ce n’est plus que chez quelques rares peuples tout à fait primitifs, restés du fait de leur habitat très limité, ou de leur dégradation même, dans un état d’isolement par rapport au reste de l’humanité, comme les indigènes d’Australie, les Fuégiens ou les Boschimans, qu’on peut encore constater une certaine coïncidence entre les deux termes, groupement racique et groupement social ou politique, race et peuple ou nation. »

(Novicow.)

détester (31). Serait-ce aller trop loin que de prétendre qu'il y a souvent entre frères une rivalité latente?

Sans aller jusqu'à soutenir que la race se forme sous des influences complexes : climat, habitudes, etc. (32), et de ce fait admettre qu'aujourd'hui il existe, à l'instar des chaussures américaines, un crâne américain, un examen même superficiel de l'histoire des

(31) **Novicow.** — *Politique internationale*, p. 130.

(32) **F. Lot.** — *Les derniers Carolingiens.*

« Les settlers du Dakota firent une étrange découverte dans un cirque de montagnes d'accès difficile; ils trouvèrent une tribu de Peaux-Rouges inconnue et d'aspect anormal; ces sauvages, qui paraissaient d'ailleurs métissés, avaient bien le teint cuivré, la face osseuse aux pommettes saillantes et les yeux bridés de leurs congénères; mais ils parlaient un idiome celtique et pratiquaient le christianisme.

« Quand on put les comprendre, ils racontèrent que leurs ancêtres, d'origine écossaise, avaient fait naufrage, il y avait des siècles, sur les côtes du Nouveau-Monde, et que, pourchassés par les indigènes, ils s'étaient réfugiés dans ces montagnes, où ils avaient constitué un Etat indépendant qu'il avaient réussi à défendre jusqu'ici contre les attaques des Peaux-Rouges, *avec lesquels ils ne s'étaient jamais mêlés.*

« Comment se faisait-il donc qu'ils fussent presque des Peaux-Rouges eux-mêmes?

« Les ethnologues conclurent que ces Ecossais-Indiens

peuples amène à conclure que la race se transforme et évolue. Une race est toujours dans le devenir; elle

s'étaient ainsi transformés, au cours des siècles, sous l'influence du sol et de l'ambiance.

« ...La terre fait son homme; voilà une vérité qui paraît démontrée aujourd'hui. »

(Raoul Saint-Clair. — *L'Homme et la Terre.*)

Finot. — *Le Préjugé des Races*, p. 171 :

« L'acclimatation, c'est-à-dire l'adaptation physiologique au milieu, est un fait général, dont l'action est incontestable sur les êtres vivants. Et de même que nos animaux domestiques sont devenus, sous l'influence d'autres conditions du milieu, sans aucune intervention de l'éleveur, des moutons à poils ou à paillason, des bœufs nus ou des porcs à laine, des chiens acquérant les oreilles ou la peau du renard, de même les Peaux-Rouges changeraient de couleur s'ils étaient transportés d'Amérique en Australie, comme les nègres d'Afrique se modifient lorsqu'ils sont fixés pendant longtemps en Europe. Rappelons, d'ailleurs, que les blancs habitant les Etats-Unis commencent, au bout de quelques générations, à accuser les traits dominants des Peaux-Rouges, y compris la teinte de leur peau. »

Gobineau. — *Essai sur l'Inégalité des Races*, p. 203 :

« Je suppose que deux tribus, pareilles encore au type primitif, se trouvant habiter, l'une une contrée alpestre, située dans l'intérieur d'un continent, l'autre une île de la région maritime. La condition de l'air ambiant sera

est une chose mouvante (33). Et puisque d'aucuns voient une race dans une nationalité, on s'aperçoit aisément de la fragilité de leurs constructions idéo-

toute différente pour les deux populations; la nourriture le sera de même. Si, de plus, j'attribue des moyens d'alimentation abondants à l'une, précaires à l'autre; qu'en outre, je place la première sous l'action d'un climat froid, la seconde sous celle d'un soleil tropical...

« ...Mais, fût-ce au bout d'une série de siècles, rien d'essentiel, rien d'organique n'aura changé dans leur conformation; et la preuve, c'est qu'on rencontre des populations séparées par le monde entier, placées dans des conditions de climat et d'existence très disparates, dont les types offrent cependant la ressemblance la plus parfaite. (Etrusques, Araucans, Cherokees, Calabrais.) »

Finot. — *Le Préjugé des Races*, p. 171 :

« Il paraît (donc) probable que la couleur n'est souvent qu'une adaptation inconsciente aux conditions du milieu. C'est sous son influence et sans doute à la suite des sélections se chiffrant par des centaines de générations que les hommes ont acquis certaines couleurs propices à leur évolution. Si cette explication était vraie, rien de plus naturel que l'affaiblissement et même la disparition de ce trait caractéristique avec le changement du milieu. Or, lorsque nous examinerons de plus près les modifications subies par la race noire, transplantée aux Etats-Unis, nous y trouverons maintes preuves la confirmant. »

(33) **Brunhes et Vallaux**, p. 596.

logiques. Comment déterminer les droits des nationalités si celles-ci varient dans le temps et dans l'espace, grandissent ou s'amointrissent?

Comme les Etats doivent correspondre aux nationalités et que celles-ci varient, il faudrait donc que le globe terrestre fût élastique afin de pouvoir s'étendre ou se rapetisser comme une sphère de caoutchouc sur laquelle on aurait peint la carte du monde.

Mais la race, au lieu de garder son vrai sens et de rester dans le domaine de la physiologie, a sombré dans l'idéologie politique. En réalité, cette prétendue « race » n'est en fin d'analyse que la nationalité elle-même. M. Turgeon la dénomme très bien « nationalité jure sanguinis ».

On considère l'ensemble de la population d'un pays comme constituant une grande famille et c'est ce groupement qu'on affuble du nom de race (34).

(34) On peut aller loin avec de tels procédés; c'est ainsi que, non contents de distinguer des races selon les pays, certains prétendent, avec la meilleure foi du monde, en distinguer dans les pays — parce qu'ils en seraient les membres. Ainsi, le mot race, grâce à un orgueil naïf, a acquis un sens encore plus étendu et plus vague. Il y aurait dans un Etat des individus de « bonne race », des individus dont le sang est toujours pur, parce qu'ils ont évité des unions avec des personnes d'une autre « classe » sociale ! Cette croyance à une supériorité découlant des origines

Employer le mot « race » dans son sens premier aurait empêché certains auteurs de mettre sur le même pied la race blanche et la race germanique !

Il est impossible de bâtir une théorie juridique sur un concept aussi vague et flou, on pourrait même dire sur du néant, si race = nationalité.

d'une famille et transmise par la lignée des glorieux ancêtres est éminemment ridicule. On est ce qu'on se fait. D'ailleurs, si l'on recherchait le début de ces fameuses « races », on s'apercevrait sans peine qu'elles sortent du peuple lui-même et qu'elles doivent leur fortune et leur renom au hasard, aidé par une habileté souvent peu scrupuleuse.

N'y a-t-il pas quelque chose de choquant à voir le contentement de certains gens à pouvoir produire un arbre généalogique sans folles branches, satisfaits comme les éleveurs qui établissent la pureté de leurs produits par la présentation du studbook. Cette sorte de race est donc absolument mythique. Et si c'est pour certains une sensation plaisante de se croire bien « racés » (*), qu'ils conservent cette illusion : le grand souffle démocratique a balayé pour toujours le règne du bon plaisir. Quoique cette der-

(*) E. Seillière. — *Introduction à la Philosophie de l'Impérialisme*, p. 55 :

« Dans l'*Essai sur l'Inégalité des Races*, la préoccupation de l'auteur est toute personnelle au fond : il se croit de noblesse antique... ; il attribue sans hésiter à la race de ses prétendus ancêtres la domination de droit divin sur le globe. »

nière « variété » de la race fût un mirage, il n'en était pas moins utile de la mentionner, afin d'imaginer à quelles fantaisies on peut aboutir en s'écartant du sens premier d'un mot — surtout si ce sens n'a pas lui-même une très grande précision...

§ 2. — La langue

La langue est-elle un caractère de la nationalité?

C'est une idée courante que la langue est l'expression de la nationalité. Comment s'associer sans se comprendre? Aujourd'hui encore, qu'est-ce qu'un étranger pour le vulgaire, sinon une sorte de muet incompris et haïssable?

S'il est vrai que, dans la généralité des cas, chaque pays parle une langue à soi, il ne faut pas cependant en déduire que le fait de parler une même langue confère toujours à tous les habitants d'un même pays la même nationalité. — On pourrait ici faire une distinction entre la langue officielle, celle qu'on enseigne à l'école et exigée des candidats aux fonctions publiques et la langue d'origine des indigènes (35). Mais la langue d'origine peut se perdre peu à peu et cependant sa disparition n'entraîne pas *ipso facto* un changement de la nationalité de ceux qui ne la parlent plus (36).

On peut dire que souvent les limites linguistiques correspondent aux limites étatiques. Souvent aussi

(35) **Van Gennep**. — *Traité comparatif des Nationalités*, p. 105.

(36) **Bluntschli** prétend qu'en adoptant une langue nouvelle on en arrive à perdre sa nationalité.

la langue indique la nationalité; dans les Balkans, en principe, on peut reconnaître les nationalités grâce à leurs langues.

Mais la langue est-elle le symbole de la nationalité, un signe qui ne trompe jamais?

La tendance qui fait de la langue le caractère de la nationalité est nettement impérialiste (37).

On se rappelle les vers de Arndt :

So weit die deutsche Zunge klingt...

Das ganze Deutschland soll es sein !

Mais n'attribuons aux Allemands ni l'exclusivité, ni la découverte de cette théorie enveloppante : notre bon roi Henri IV avait déjà dit : « Je veux bien que la langue espagnole demeure à l'Espagnol, l'allemande à l'Allemand, mais toute la française doit être à moi ».

L'histoire permet d'infirmer cette théorie trop absolue (38) : la nationalité suisse, si cohérente, com-

(37) « La théorie du langage, base de la nation, ne peut être admise que par ceux qui mettent le pangermanisme, le panslavisme ou l'italianisme au-dessus des idées de patrie et de liberté. »

(De Laveleye. — *Causes actuelles de guerre en Europe.*)

(38) « Im Innern von Kleinasien, berichtet Sartori, ist der merkwürdige Fall eingetreten, dasz in mehreren Stædten die griechischen Einwohner ihre Religion behalten, dagegen ihre Sprache verloren haben, so dasz sie den Gottesdienst in türkischen Sprache, verrichten; doch sind

prend des individus se servant de trois langues. Quant à l'Alsace, il y a dans ce pays un divorce complet entre la langue d'origine germanique et la nationalité. Elle n'avait pas besoin de répudier sa langue pour mériter d'être française, et il serait aussi impertinent de contester l'attachement à la France de la Corse, qui parle encore un dialecte italien, que de suspecter le patriotisme de la Basse-Bretagne, qui persiste en son idiome celtique..

* * *

Qu'est-ce donc qui a contribué à diffuser dans les masses cette idée que la nationalité se symbolise et se reconnaît par la langue?

C'est la conduite des gouvernements dans la confection des recensements, relevant les faits linguistiques, influençant les réponses, falsifiant les résultats pour justifier une oppression (39); ce sont les discours des politiciens avides de pouvoir et d'honneurs et professant pour la vérité le mépris le plus absolu et le moins excusable; c'est surtout l'attitude servile d'une presse de mensonges, commentant les chiffres, les faisant miroiter aux yeux du bon public qui se figure qu'il y a là quelque chose. Il est facile,

ihre gottesdienstlichen Bücher, obschon in türkischen Sprache, doch mit griechischen Typen gedruckt. »

(Bernhard Becker. — *Der Miszbrauch der Nationalitätenlehre*, p. 103.)

(39) Van Gennep, p. 122.

avec de belles paroles, de faire admettre les plus grandes monstruosités.

Quelle valeur y a-t-il lieu d'attribuer à la communauté de langue?

Elle constitue un élément capital là, et là seulement où les populations lui attribuent la valeur d'un critère de nationalité (40). Si bien que ce qu'il faut voir là en réalité, c'est bien plutôt un phénomène de vouloir-vivre collectif, dont la communauté de langue est comme la traduction, le signe caractéristique. C'est le cas pour les Grecs des côtes de l'Asie-Mineure et les Italiens des côtes dalmates.

Autrement dit, la langue est un facteur de la nationalité pour ceux qui se sentent d'une nationalité par cette langue, à travers cette langue (41). C'est ainsi que l'unité allemande a pu se faire par agglomération des divers Etats de langue allemande.

Mais il est indispensable que les parleurs perçoivent une différence de langage, qu'ils en aient conscience et que cette conscience leur dicte une certaine attitude collective.

(40) **Ramsay Muir.** — *Nationalisme et Internationalisme*, p. 56 :

« La langue espagnole domine dans l'Amérique du Sud et du Centre, mais il y a longtemps que ces pays ont cessé de se sentir avec l'Espagne une affinité qui leur faisait désirer l'union politique avec elle. »

(41) **Van Gennep**, p. 79.

En somme, l'on peut dire que, si la langue n'est pas l'expression de la nationalité, elle en est souvent un facteur important (42).

*
* *

La langue est un élément puissamment conservateur de la nationalité (43). Pour un peuple englobé dans un Etat ennemi, c'est un moyen de faire montre de sa vraie nationalité.

On n'a pas encore oublié les persécutions allemandes — et russes — contre les Polonais, qui persistaient à parler leur langue maternelle (44).

Perdre sa langue, c'est perdre l'un de ses principaux caractères de différence par rapport aux autres groupements (45). Une langue, en effet, est une création

(42) Si elle en était l'expression, il y aurait au moins 5.000 nationalités, car « on compte plus de 5.000 langues sur la terre ».

(Novicow. — *Luttes entre Sociétés humaines.*)

(43) Van Gennep, p. 69.

(44) Hauser. — *Principe des Nationalités.*

(45) Ramsay Muir. — *Nationalisme et Internationalisme*, p. 56 :

« Une langue commune signifie aussi une littérature commune, une commune inspiration de grandes idées, un commun héritage de chansons et de contes, incorporant et propageant aux générations successives le point de vue national. Assurément, la langue compte pour beaucoup plus que la race dans l'élaboration d'une nation. »

collective, l'expression spontanée des besoins, des instincts, des aspirations de la foule anonyme; elle sort des entrailles mêmes du peuple, des intimités de sa vie, des profondeurs de son histoire. La langue est le miroir merveilleux où tout homme qui pense retrouve la vision des grandes choses révolues et l'image des ancêtres disparus (46).

Il est à remarquer que deux peuples qui parlent la même langue peuvent avoir une certaine tendance à adopter les mêmes manières de penser (47), de raisonner et d'agir. Un exemple d'actualité: l'empreinte allemande a marqué plus profondément sur les Alsaciens de dialecte germanique que sur les Lorrains francophones. On se souvient aussi que, durant la première année de la guerre, la Suisse était pour ainsi dire divisée en trois parties: l'opinion publique de la Suisse allemande était favorable à l'Allemagne, l'opinion publique du Tessin suivait les péripéties de l'opinion publique en Italie et enfin celle de la Suisse

(46) Turgeon. — *La Nation*.

(47) « Les Canadiens français seraient-ils restés si attachés à notre pays, s'ils avaient voué un culte moins fidèle à notre langue maternelle, dont chaque mot retentit au fond de leur conscience comme une recommandation familière de cultiver les traditions et de conserver les qualités qui font son honneur et sa beauté, d'être loyaux, sincères et francs comme elle, c'est-à-dire Français des lèvres et du cœur, comme l'étaient leurs premiers ancêtres? »

française étant en grande majorité de la manière la plus nette en faveur de la France. Plus récemment encore, à propos des événements de la Ruhr, l'opinion de la Suisse allemande s'est révélée hostile à la politique française.

§ 3. — La Religion

La religion est-elle un caractère de la nationalité?

La religion a jadis joué un grand rôle dans la formation des Etats. « A l'origine, dit M. Max Muller, toute religion était une nationalité ». Les hommes étaient conduits par la divinité (48); le culte des dieux les unissait. La nation constituait un cadre spirituel. Encore aujourd'hui, dans l'Orient méditerranéen et dans le domaine de tout l'ancien empire turc, « nation » et « église » se superposent (49) et se confondent. Par suite, on change de nation en changeant de confession.

Rome voulut dominer le monde et écrasa les nations. Puis vint le catholicisme, pour qui les royaumes sont des organismes providentiels dont le but est de faire vivre les hommes d'après la loi divine. Aussi l'instinct national prit-il la forme de schismes ou de controverses religieuses (Wycliffe, J. Huss).

Le christianisme, qui fut si utile au point de vue de la civilisation, agit comme destructeur des nationalités. — Dans la dernière guerre (50), les catholiques,

(48) De Roquette-Buisson.

(49) Brunhes et Vallaux.

(50) Br. et Val., p. 598.

membres de la société internationale qui a été la plus vivante, la plus réelle, la plus épanouie et la plus dominatrice des sociétés internationales — non pas du rêve, mais de l'histoire vraie — ayant presque complètement perdu le sens de leurs affinités internationales, se sont, dans tous les pays belligérants, affirmés comme les plus ardents patriotes. Les ministres du culte eux-mêmes ont mis l'amour de la patrie au-dessus de l'amour du prochain. —

La Réforme donna une force immense à l'esprit national.

Aujourd'hui, affirme-t-on, les oppositions entre religions n'existent plus, et si la religion garde son importance dans le for intérieur de chacun, elle ne joue plus de rôle dans la délimitation des peuples. Elle est devenue une affaire individuelle. Elle appartient à cette souveraineté personnelle dans laquelle aucun pouvoir humain ne saurait s'immiscer sans violence et même sans une sorte de sacrilège. On ne la perd plus en perdant sa patrie. La nationalité allemande, avec ses 36 % de catholiques, la nationalité suisse avec ses diverses confessions ne tiennent pas dans un cadre religieux (51).

On doit cependant remarquer qu'il n'en est pas toujours ainsi. On sait, en effet, que de très amples mouvements de conversions ont été déterminés par la conquête turque : les Turcs ont imposé comme condition absolue à ceux qui voulaient garder leur droit à la terre et leur autorité sur les paysans, de se con-

(51) H. Hauser. — *Principe des Nationalités*.

vertir au mahométisme... De nos jours, en Bosnie-Herzégovine, sur une population de 1.900.000 Serbes, il en est 800.000 qui se disent Turcs : ils ne sont pas des Turcs, ils ne savent pas un mot de la langue turque, ils ne savent pas non plus un seul mot d'arabe, mais ce sont des Serbes islamisés ; le seul fait qu'ils se disent Turcs produit un acheminement qui, au bout de quelques siècles, pourrait apparaître comme une modification de la race. En certaines heures de crise, ils se sont dressés contre les Serbes orthodoxes.

On peut signaler aussi l'action de la politique en matière religieuse : lorsqu'en 1871, sous l'influence déterminante de la Russie, on a reconstitué pour ainsi dire de toutes pièces l'église bulgare (exarchat bulgare, c'est-à-dire une autorité schismatique par rapport à l'église grecque de Phanar), on a fait une œuvre qui était non seulement religieuse, mais nationale ; pour favoriser ceux qui détestaient l'hellénisation que représentait l'église grecque, on leur a donné le moyen de pouvoir affirmer leur caractère et aspirations ethniques en se disant Bulgares et en se rattachant à l'exarchat ; on a vu, depuis lors, des populations se bulgariser d'âme et de cœur par cette affirmation seule (52).

(52) **Brunhes** et **Vallaux**. — *La Géographie de l'Histoire*, p. 593.

Johannet. — *Principe des Nationalités*, p. 379 (Influence de la religion sur la nationalité) :

« Si les Canadiens français, privés d'aristocratie ter-

La religion (53) a enfin une importance considérable quand elle ne fait qu'un avec l'Etat. La Pologne catholique s'est conservée en partie parce qu'elle était placée entre pays orthodoxe et protestant. Dans les origines de la Belgique nation-Etat, la confession, la religion catholique a joué par rapport au bariolage ethnique et linguistique, le rôle important d'une teinte dominatrice et unificatrice.

Comme nous venons de le voir, la religion a eu une influence dans l'élaboration des nationalités, mais le mouvement du monde a conduit à une sécularisation progressive de la nationalité.

On ne distingue plus les nationalités d'après les religions.

rienne, n'avaient pas eu leur clergé catholique pour soutenir leurs traditions, ils seraient rayés aujourd'hui depuis longtemps du nombre des peuples. »

(53) **Brunhes et Vallaux.** — *La Géographie de l'Histoire*, p. 612.

§ 4. — La Volonté collective

La nationalité ne se reconnaît donc ni par la race, ni par la langue, ni par la religion. Alors de quoi est-elle faite?

Elle n'a pas un contenu matériel (54), a-t-on répondu, c'est dans le domaine intellectuel qu'il faut chercher sa définition. Et l'on en arrive ainsi à la nationalité phénomène de volition collective, à la *nationalité-opinion*.

La nationalité serait une *création de volonté* (55) *intelligente* et obstinée. M. Duguit (56) se demande si l'élément primordial de la nation est la soumission d'un certain nombre d'hommes à une même autorité politique et il admet que la communauté de subordi-

(54) Van Gennep. — *Traité comparatif des Nationalités*, p. 19: « la nationalité fait psychique » (Auerbach).

(55) « Ce n'est pas une certaine étendue de terre qui constitue notre patrie, mais la volonté chez un certain nombre d'hommes d'être Français et de n'être pas autre chose. »

(Desjardins. — Évolution de l'idée de Patrie
Journal des Débats, 12 sept. 1893.)

(56) Duguit. — *L'Etat*, p. 70.

nation politique n'est qu'un élément secondaire de la formation nationale. En effet, l'unité nationale peut subsister, quoique la communauté politique soit brisée. Ainsi, la nation italienne, la nation polonaise.

La nation n'est donc pas une « réalité extérieure et objective ». « Elle rentre bien plutôt dans la catégorie de ces grandes manifestations sociales qu'on ne saurait déterminer à l'aide de mesures et de moyens d'appréciation extérieurs. Elle est quelque chose d'essentiellement subjectif et comme la résultante d'un certain « état de conscience » (57). C'est, disait déjà Renan, une âme, un esprit, une famille spirituelle, résultant dans le passé de sacrifices, de souvenirs, de gloires, souvent de deuils et de regrets communs; dans le présent du désir de continuer à vivre ensemble (58).

M. Hauser partage cette manière de voir. Pour lui, le moi national est essentiellement le produit, le résidu de l'histoire commune.

(57) G. Jellinek. — *L'Etat moderne et son Droit*, p. 207.

(58) Buchez disait également que « ce qui constitue essentiellement la nationalité, c'est le but commun d'activité. C'est par lui que s'engendre dans une masse d'hommes, divers par l'intelligence, par l'origine, et quelquefois par le langage et les habitudes, l'unité de volonté, l'unité de désirs, l'unité de tendances, l'unité d'action qui caractérisent une société véritable ».

(Buchez. — *Politique et Science sociale*, t. I, p. 77.)

Mais ce « moi » ne pourrait-il pas se modifier sous l'action des passions politiques et arriver, peut-être, à se désagréger? L'objection est sérieuse, mais on la néglige: « L'individu projette son moi dans l'avenir et est assuré que ce moi restera demain identique à lui-même, ainsi le passé commun permet au groupe de concevoir un commun avenir... » (59).

Les hommes conserveront donc toujours leur désir d'une vie commune. Et c'est ce désir qui constitue la nationalité.

La nationalité est donc un fait de conscience collective. Pour la caractériser plus commodément, M. Hauser a enrichi la langue française d'une expression nouvelle: il la qualifie de « vouloir-vivre collectif » (60).

(59) Tel n'est pas l'avis de M. Brunhes:

« Les nations sont des êtres vivants qui naissent et meurent. Elles ne sont pas durant une seule année exactement pareilles à ce qu'elles étaient l'an d'auparavant. »

(Br. et Val., p. 610.)

De même, de **Roquette-Buisson**, p. 34:

« Les générations mortes emportent avec elles l'esprit qui les animait. »

(60) Si l'idée de nationalité réside dans la volonté des individus, on doit admettre que la nationalité juive a subsisté même sans territoire. C'est très logique, mais également dangereux. Si des individus dispersés dans le

Cette doctrine (61) est très habile puisque, avec elle, la race, la religion et tous les éléments qu'on disait constitutifs de la nationalité sont ou ne sont pas des facteurs de celle-ci suivant qu'ils entrent ou n'entrent pas, à ce titre, dans la conscience collective.

On se rend compte maintenant des différentes façons dont on pourra interpréter le principe des

monde conservent leur « nationalité première », malgré leur incorporation volontaire dans divers Etats, comment pourront-ils se comporter en bons citoyens dans leurs patries d'adoption ? De plus, est-il juste de les astreindre au service militaire en temps de guerre ?

On doit l'admettre avec d'autant plus de raison que, jadis, existait une « nation juive ». La nationalité actuelle ne serait qu'un reflet de la nation disparue, que les juifs modernes auraient conservé pieusement dans leurs cœurs (*).

On trouve une belle application de cette théorie de la nationalité « volontaire » dans la loi Delbrück, dont l'article 25 est ainsi rédigé : « Ne perdra sa nationalité d'Etat quiconque, sur sa demande, aura reçu avant l'acquisition de la nationalité d'Etat étrangère, l'approbation écrite de l'autorité compétente de son Etat originaire, en vue de la conservation de sa nationalité d'Etat ».

(*) Qu'on se souvienne de la phrase sacramentelle qui termine la cérémonie de la Pâque juive : « La schanna habaa bi Jerouschalaïm ». (L'an prochain à Jérusalem !)

(61) Qui est celle de Renan, Michelet, Boutroux.

nationalités, selon la signification qu'on donne à la nationalité.

Nous allons tâcher d'en montrer les difficultés d'application et de faire une esquisse de ses antécédents historiques.

CHAPITRE II

QU'EST-CE QUE LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS?

I. — Son caractère général

Le fameux principe est plus facile à énoncer qu'à appliquer. C'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour le définir plus nettement, on peut adopter cette formule : « Là où il y a une nationalité, là doit être un Etat » (1).

II. — L'origine de l'idée de nationalité

Il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur le passé de la nationalité, de voir comment peu à peu cette notion s'est formée et à quelle époque elle a eu assez de puissance pour donner naissance au principe des nationalités.

L'idée de nationalité n'est pas très ancienne (2).

(1) R. Johannet. — *Principe des Nationalités*, p. 20.

(2) Augustin Thierry, cependant, l'aperçoit déjà au 19^e siècle. « Prenant acte du dernier démembrement de

Au moyen-âge, la liberté individuelle n'existait pas. Les seigneurs avaient leurs gens, leurs vassaux. Et s'ils venaient à changer de suzerain, *ipso facto* leurs vassaux faisaient de même. Les hommes n'avaient pas « conscience d'eux-mêmes ». Ils ne voyaient pas les liens sociaux qui les unissaient. Ce n'est que lentement qu'ils en ont eu la révélation. Et c'est la guerre qui les leur a enseignés.

La Guerre de Cent Ans, comme l'a montré Macaulay, a formé la nationalité anglaise; c'est elle aussi qui a fait la nationalité française. Chasser les Anglais, détestés instinctivement, a été une des formes élémentaires du patriotisme.

Il y avait eu cependant déjà une manifestation nationale en 1360, lors du traité de Brétigny qui

l'Empire carolingien, en 888, il voit cette nationalité préformée dans son territoire qui alors s'organise : « Le système des lois personnelles, remarque-t-il, reçut le premier coup par la fondation de nouveaux Etats où la nationalité résultait non d'une complète unité d'origine, mais de l'unité territoriale et des convenances géographiques ». Et plus loin : « De ce dernier démembrement de l'empire des Franks date, à proprement parler, l'existence de la nation française ». Eudes, fils du comte d'Anjou Robert-le-Fort, avait été le « candidat national » élu au détriment de l'héritier légitime, mais germanique. Pour A. Thierry, « le parti carolingien représente le parti de l'étranger; celui d'Eudes, le parti français, ou national ».

(R. Johannet. — *Principe des Nationalités*, p. 28.)

livrait aux Anglais une grande partie de la France de l'Ouest et du Sud-Ouest. Les Rochellois résistèrent. Les Etats du Rouergue discutèrent trois fois avant d'obéir. « Nous avouerons les Engls des lèvrès, mais li coers ne s'en mouvera jà ».

Ce sentiment d'hostilité peut s'expliquer par des causes diverses : les habitants des territoires cédés s'aperçoivent qu'ils n'ont ni les mœurs, ni la mentalité saxonne. De plus, une langue qu'ils ne comprennent pas et des méthodes sans doute un peu brutales leur rendent l'envahisseur détestable et leur font voir qu'il existait dans leurs âmes — sans qu'ils s'en doutassent — une communauté de sentiments, d'idées et d'aspirations.

Les guerres du xiv^e siècle ont créé la première ébauche de la nationalité française. Le danger crée toujours une atmosphère spéciale et réunit toutes les activités et les dévouements pour la défense du sol de la patrie. — En 1914, la guerre a refait l'unité nationale, qui semblait sombrer dans la lutte des clans politiques. —

Mais il n'y avait pas encore réellement des nations. Il n'y en eut que quand l'unité chrétienne fut brisée par le schisme (3).

(3) « Le mouvement hussite n'est pas seulement une hérésie, c'est l'éveil de la conscience tchèque. Des conciles de Constance et de Bâle, les docteurs parisiens font sortir la première des églises nationales, l'église gallicane.

« En Allemagne, c'est-à-dire dans l'un des pays où la

La fin du x^v^e siècle et le début du x^{vi}^e siècle sont l'époque de la formation des grands Etats. La nationalité trouve dans l'Etat naissant un organe, un sensorium commune.

Enfin, la révolution économique contribue à délimiter encore plus nettement les nationalités. Aux guerres de conquête viennent s'adjoindre les luttes économiques.

Les luttes entre Etats où vont s'affirmer en s'opposant les diverses consciences nationales vont prendre une importance et une fréquence croissante en Italie, ce pays politiquement si morcelé. L'idée de la nationalité commune apparaît. Pétrarque avait déjà rappelé :

« che l'antico valore
« negl'Italici cor non è ancor morto ».

domination spirituelle du siège romain était moralement et matériellement le plus écrasante, la Réforme est d'abord, elle reste par essence un mouvement national. « Relinquat Romanos Germania », s'écrie Agrippa de Nettesheim. Hutten s'adresse à « toute la chrétienté », mais « en première ligne à la patrie de nation allemande ». Luther, enfin, lance son manifeste « à la noblesse chrétienne de nation allemande ». En traduisant la Bible en allemand, Luther n'a pas seulement déchainé une révolution religieuse, il a créé la langue allemande, donné à la conscience allemande une expression. »

(Henri Hauser. — *Le Principe des Nationalités*,
p. 12 et 13.)

Machiavel crée le patriotisme italien, sentiment qui unit les hommes par-dessus les frontières des Etats.

Ainsi donc, le sentiment national est né et l'on s'en aperçoit. Les peuples refusent de se laisser traiter comme des objets inanimés et céder comme des choses vénales. En 1526, les Etats de Bourgogne refusent d'être séparés de la couronne de France. Le roi déclare qu'en droit « on ne peut nulles villes ou provinces contre la volonté des habitants et sujets transférer en autres, sinon par leur consentement exprès ». Le voilà, nettement formulé, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, le concept national est encore assez simple et se réduit à l'idée de frontières naturelles et historiques. Mais, à propos de l'annexion de la Savoie, le droit de libre disposition des habitants est clairement posé par Antoine Arnauld. Il examine « la justice et l'utilité » de l'annexion et conclut qu'elle est légitime parce qu'elle est conforme aux vœux de la population. « Nous ne pouvons abandonner ceux qui nous ont volontairement ouvert leurs portes. »

Pendant l'ancien régime, l'idée de nationalité, toute formée du temps de Henri IV, est éclipsée par l'idée de l'Etat.

Elle va renaître un peu avant la Révolution et trouvera son aboutissement dans la Déclaration des Droits de l'Homme.

On trouve, implicitement contenu dans cette fameuse Déclaration, une autre déclaration : celle du droit des peuples.

La souveraineté réside dans la nation, la loi est l'expression de la volonté générale; donc, la volonté générale est seule capable de créer, d'aliéner et de transférer la souveraineté. Il y a une manifestation curieuse de cette idée dans le discours de Blessig à la Fédération de Strasbourg, le 13 juin 1790. Après avoir rappelé les procédés cruels du Grand Roi et montré l'évolution accomplie dans l'esprit des Alsaciens, il proclame que « le peuple alsacien s'est uni au peuple français parce qu'il l'a voulu »; c'est donc sa volonté seule, et non le traité de Munster, qui a légitimé l'union.

* * *

Le gouvernement français oublia peu à peu les droits qu'il avait reconnus aux peuples; mais, quoique s'écartant de ses fameux principes, il se crut obligé d'en respecter les apparences. De là, les plébicistes truqués, tel que celui de la République de Genève.

* * *

Après Bonaparte, c'est le triomphe de la politique de conquête — qui a eu un résultat détestable: l'épanouissement de la conscience nationale chez les peuples opprimés, l'exaltation patriotique et l'éclosion de haines qui, aujourd'hui encore, ne sont pas près de s'éteindre.

A cette époque naissent les théories nationales allemandes, basées sur l'ethnographie et la philologie.

* * *

Avec Napoléon III, c'est l'incertitude absolue quant à la portée du principe des nationalités. L'empereur était partagé entre deux tendances opposées : agrandir la France, porter sa frontière au Rhin, et respecter le droit des peuples.

* * *

L'idée de nationalité a donc été créée peu à peu par la conscience que les hommes ont acquise des liens de dépendance sociale qui les unissaient. Elle est le résultat d'une longue vie commune, de souffrances supportées ou de joies partagées sur le même sol. A force de vivre côte à côte, de respirer le même air, sous le même climat, d'avoir des mœurs identiques, de parler la même langue, les hommes ont compris qu'ils étaient « différents » des habitants des autres pays. Le « moi national » est apparu. Ainsi que le dit Mancini : « *Nazione è una società naturale di uomini, dà unità di territorio, di origini, di costumi, di lingua conformata a comunanza di vita e di coscienza sociale* ».

Et le principe des nationalités, c'est pour chaque nationalité la souveraineté d'elle-même et de tout son territoire, qui lui donne la faculté de se constituer et de s'ordonner, de se transmuier de nationalité en Etat (4). Pour Mancini, le droit de la nationalité à

(4) **Mancini.** — Discorsi parlamentari sulla questione romana, 7 déc. 1861.

s'organiser comme Etat n'est autre chose que le droit d'un peuple à sa liberté personnelle, analogue à la garantie constitutionnelle de la liberté personnelle de l'individu (5).

(5) **Holtzendorff**. — Le principe des Nationalités et la littérature italienne du droit des gens.

(*R. D. I. et lég. comp.*, 1870, p. 97.)

III. — Les trois cas dans lesquels on peut trouver une nationalité

Le principe des nationalités est un principe d'ordre général. *Toutes les nationalités* ont donc le droit de s'ériger en Etats indépendants (6).

On peut se trouver en face de trois cas différents (7) :

1^o Une nationalité partagée entre plusieurs Etats;

2^o Un Etat composé de plusieurs nationalités;

(6) **Ramsay Muir.** — *Nationalisme et Internationalisme*, p. 67 :

« Nous disons, de façon vague, que toute nation a droit à la liberté et à l'unité. De telles assertions de droit abstrait dans la politique sont dangereuses et aptes à engendrer l'erreur, car l'assertion de « droit » politique n'est en réalité jamais défendable que lorsqu'il peut être démontré que l'exercice du « droit » sera au profit à la fois de celui qui le réclame et de la société dans son ensemble. Si l'exercice du soi-disant « droit » doit être nuisible à celui qui le demande et à la société, alors, manifestement, le « droit » est devenu un « mal ».

(7) **Le Fur.** — *R. D. I.*, 1921, p. 204 :

« Le plus souvent, l'Etat politique ne concorde pas complètement avec tel ou tel des éléments fondamentaux de la nationalité, langue, race ou religion. Il existera par exemple des groupes de même langue qui déborderont ses frontières. »

3^o Une nationalité formant un seul Etat (8).

Les deux premiers seuls méritent un examen.

1^o La race slave présente le type parfait d'une nationalité fragmentée et composée d'Etats indépendants et qui veulent rester tels.

Si plusieurs Etats veulent s'unir, très bien. Mais cette union doit être le résultat du libre consentement et non l'effet de la force ou de la suprématie qu'un Etat s'arroge sur ses voisins de même nationalité. Malheureusement, c'est à cela qu'arrivent toujours les nationalités en invoquant la nécessité de constituer une grande agglomération. C'est l'idée de Bluntschli.

2^o Un Etat composé de plusieurs nationalités.

Cette condition, dit Novicow, favorise une des nationalités au détriment des autres : celles qui ne sont pas dominantes souffrent une injustice flagrante, elles travaillent au profit d'étrangers ; elles ont à subir une espèce d'esclavage intellectuel cent fois plus pénible que la servitude du corps...

« Un Etat de ce genre est un monstre au point de vue sociologique. »

A vrai dire, cette monstruosité sociale n'est cepen-

(8) **De Roquette-Buisson.** — XVIII.

« La combinaison d'une nationalité réunie en un seul Etat est la plus parfaite de toutes, parce qu'elle assure le maximum de rapidité dans la circulation des choses, etc... Je ne crois pas que la chose puisse être contestée en France. » (Erreur !)

dant pas une nouveauté et elle excite bien tardivement la colère des hommes (9). Elle est vieille comme la civilisation elle-même et toutes les nations modernes ont commencé par être de l'espèce de ces anomalies sociales. Seulement, les trois ou quatre races (les trois ou quatre nationalités) de la France (10), de l'Angleterre, de la Suisse et de l'Espagne, n'avaient pas la fièvre des susceptibilités nationales... Les peuples, sans se plaindre à tous propos, créaient lentement leur unité nationale... Ils laissaient le temps accomplir son œuvre de fusion. Mais, aujourd'hui, on ne veut plus comprendre que l'évolution est préférable à la révolution (11).

Si, dans un but ambitieux, on n'avait pas éveillé d'inutiles susceptibilités, une fusion se serait ainsi produite dans tous les Etats que troublent de nos jours les revendications des nationalistes. La situation de certains en devient de plus en plus difficile, car

(9) **De Roquette-Buisson**, p. 189.

(10) **Johannet**, p. 46 :

« Installés en Gaule, les Francs perdirent toute mémoire de leur ascendance germanique. »

(11) **De Roquette-Buisson**, p. 190 :

« La France a mis douze siècles pour faire des Français, l'Angleterre un peu moins pour créer les Anglais et la Suisse juste autant pour former les Helvétiens. »

les nationalités sont susceptibles, ombrageuses, et, se croyant toujours entravées dans leur développement, elles attribuent tous leurs malheurs à ce qu'elles n'ont pas le gouvernement de leur rêve (12).

(12) **De Roquette-Buisson**, p. 191.

CHAPITRE III

RESTRICTIONS QU'ON PROPOSE A SON APPLICATION

§ 1. — Nationalité étant l'équivalent de peuple, on a estimé que le principe allait un peu loin (1). On a eu vite fait de lui trouver des correctifs, en exigeant des candidats-Etats certaines conditions.

Une première condition — était-ce bien nécessaire de la formuler? — c'est le *désir d'autonomie de la population*.

Il est clair que la volonté des individus de rester groupés dans leur état actuel ou d'acquérir l'indépendance est une condition *sine qua non*. Il serait insensé d'imposer la liberté aux gens. Et pourtant!

(1) « Il est l'exagération fâcheuse d'une idée vraie, à moins de prétendre — ce qui serait subtil — que, dans la formule, l'expression de « peuples » désigne non pas toutes les populations humaines, mais celles seulement qui satisfont aux conditions, etc... »

(Lavergne. — *Principe des Nationalités*, p. 64.)

n'est-ce pas Treitschke qui dit, en parlant de l'Alsace : « ...Nous, Allemands, qui connaissons l'Allemagne et la France, nous savons ce qui convient aux Alsaciens mieux que ces malheureux eux-mêmes » ? Ce serait la nationalité inconsciente (2).

Les autres conditions prêtent à discussion. C'est d'abord une *formation historique* distincte. On veut dire par là qu'une conscience nationale est longue à former et qu'il faut avoir derrière soi un vaste passé. C'est presque la définition de Renan.

On a oublié, en formulant cette exigence, la jeune et forte nationalité américaine. Les émigrants qui la forment, s'ils gardent dans un coin de leur cœur le souvenir de leur patrie, s'assimilent bien vite et sont fiers de leur titre de citoyens américains.

Puis, l'on exige la possession d'un *territoire* (3) et

(2) **Johannet.** — *Principe des Nationalités*, p. 211.

(3) **Van Gennep.** — *Traité comparatif des Nationalités*, p. 146 :

« Le fait, la notion et le sentiment de nationalité ne peuvent exister que quand ils sont indissolublement liés à un territoire. »

Brunhes et Vallaux, p. 598 :

« La nation tend à s'installer sur un territoire qui lui soit propre et qui lui appartienne à titre exclusif. En second lieu, elle tend à affirmer son existence et à couronner son

de *richesses naturelles*, sous prétexte que le maintien effectif d'un Etat suppose un minimum de résistance économique (4).

Mais, si l'on arrive à démontrer qu'une nationalité subsiste sans territoire? (5) Quel est le pays qui peut se suffire à lui-même? Est-ce que pour être libre il faut être propriétaire?

effort par cette consécration organique supérieure qui en fait un Etat. »

« Otez sous les pas d'un peuple la terre qui le porte et le nourrit, et la patrie s'effondre, et la nation disparaît. »

(Turgeon. — *La Nation*.)

Paul Laband a pu le dire, le territoire est devenu comme l'élément durable, permanent, par opposition à la population qui se développe dans un perpétuel changement.

(4) **Lavergne**, p. 29 :

De Roquette-Buisson. — *Principe des Nationalités*, p. 192 :

« Comme l'a dit Bluntschli : « Un peuple capable de fonder un Etat et de le conserver peut seul devenir une nation. »

Israël Zangwill. — *Principle of Nationalities*, p. 42 :

« Deux des nationalités les plus anciennes du monde antique, à savoir les Juifs et les Arméniens, persistent sans aucun territoire, ou en dehors de tout territoire. »

(Quant aux Arméniens, c'est inexact.)

(5) *Les Tziganes* (Auerbach).

« Supposez, disait P. Desjardins, que, lambeau par lambeau, notre beau sol passe sous un pouvoir étranger, à quel moment pourrez-vous dire qu'il n'y a plus de France? » (6).

Une culture scientifique

« Un sol riche, mais occupé par un peuple illettré ou simplement ignorant des sciences appliquées contemporaines, restera improductif; la population qui l'habite ne se maintiendra pas longtemps indépendante de l'étranger, toujours à l'affût de la mise en valeur des richesses naturelles. » Oui, mais cela prouve-t-il que l'étranger a le droit d'agir ainsi? On dira peut-être que, s'il agit de la sorte, c'est pour nourrir plus facilement ses nationaux : la nécessité créerait le droit?

La capacité gouvernementale

(La Russie, le Japon ont jusqu'à maintenant démontré que l'ensemble de leur population n'était pas capable, ou, ce qui revient au même, pas désireuse de concourir au gouvernement du pays. Ces peuples possèdent du moins une élite cultivée capable d'assurer cette fonction [7]).

Comment saura-t-on qu'une nationalité a en elle

(6) Evolution de l'idée de patrie : *Journal des Débats*, 12 sept. 1893.

(7) **Lavergne.** — *Principe des Nationalités.*

(N'en est-il pas de même dans tous les pays?)

la capacité gouvernementale puisque, en tant que nationalité, elle ne se gouverne pas?

* * *

Grâce à ces restrictions (8), les grands Etats ont évité que leur politique coloniale, « qui est l'application des principes orientaux de domination à des masses soi-disant moins civilisées par des minorités soi-disant plus civilisées (parce que munies de moyens perfectionnés de destruction) » (9), se retournât maintenant contre ceux qui n'en veulent plus chez eux.

* * *

Il y aurait donc des nationalités à pleine capacité et des nationalités sans droit : que devient alors le principe de libre disposition? (10). C'est le moment de se rappeler le mot de Talleyrand : « Il faut avoir des principes, afin de pouvoir en dévier ».

(8) On en arrive à ceci : « La théorie des nationalités..... est le droit de constituer une nation autonome pour toute population qui réunit les cinq conditions suivantes : désir de l'indépendance, etc. »

(Lavergne, p. 34.)

(9) **Van Gennep.** — *Traité comparatif des Nationalités*, p. 43.

(10) Le système des nationalités reconnaît à toute nationalité le droit de posséder l'autonomie et l'autarchie; il veut, pour employer l'expression allemande, que tout *Naturvolk*, tout peuple inculte, devienne *Staatsvolk*, peuple organisé comme Etat; il lui reconnaît le droit de réclamer un territoire.

§ 2. — Application du principe aux colonies

Est-ce que le principe des nationalités est violé aux colonies? Non, évidemment, si l'on admet l'existence de conditions nécessaires à la libre disposition des peuples. Ce qui revient à dire que les indigènes ne forment pas ce qu'on désigne dans les pays civilisés du nom de nationalités. L'homme blanc seul est revêtu de la dignité nationale (11).

Il importe de raisonner d'après la réalité et non d'errer dans le domaine des rêves: en toutes choses, cherchons le but. *Pourquoi les hommes* de l'ancien

(11) « C'est en vain qu'on voudrait soutenir la thèse de l'infériorité mentale des nègres et présenter par conséquent leur élévation comme impossible. »

(Jean Finot. — *Le Préjugé des Races*, p. 457.)

« Exposé à l'action des facteurs qui ont forgé l'âme des blancs..., ce même nègre stupide, insouciant, souvent même anthropophage, s'approprie la mentalité et les conceptions intellectuelles de ces derniers. »

(*Ibid.*)

« D'ailleurs, souvenons-nous que... l'apparition de la civilisation et son évolution chez certains peuples blancs et sous une certaine latitude géographique n'est que l'effet des circonstances. »

(P. 384.)

continent *s'établissent-ils aux colonies*? Jadis, on disait que c'était pour y répandre les bienfaits de la civilisation, pour y faire régner une morale plus saine, pour transformer les sauvages en êtres humains. Mais, aujourd'hui, ces raisons de façade doivent être abandonnées; il faut avoir la franchise d'appeler les choses par leur nom : c'est *pour s'enrichir* qu'on veut posséder des colonies; s'enrichir et quelquefois en tirer du matériel humain qu'on usera sur les champs de bataille (12). Et, pour s'enrichir, on a toujours intérêt à traiter avec des gens craintifs et inexpérimentés.

On comprend fort bien que des peuples audacieux aillent chercher dans des pays lointains les ressources qui leur font défaut chez eux. Mais ce qui a paru contestable, c'est que ces peuples s'y installassent et prétendissent gouverner les indigènes.

On dit que la colonisation est légitime et qu'elle ne heurte pas le droit des nationalités, puisqu'elle ne renverse aucun gouvernement établi. Les indigènes vivent dans l'anarchie ou plutôt dans des rivalités continues entre tribus. Il n'y a pas de sentiment natio-

(12) C'est aussi pour posséder des bases navales.

« Les puissances alliées et associées ont senti la nécessité de garantir leur propre sécurité et la paix du monde contre un impérialisme militaire qui cherchait à se créer des points d'appui pour exercer vis-à-vis d'autres puissances une politique d'intervention et d'intimidation. »

(*Le Temps*, 18 juin 1919.)

nal. — Evidemment, puisqu'il n'y a pas de nationalité!

Un argument plus fort dans sa grande franchise en faveur de la colonisation, « c'est une idée qui s'est peu à peu doublée d'un sentiment juridique: l'humanité a droit à une meilleure existence. Tout peuple doit tirer de son sol tout le profit normal possible selon les procédés et les méthodes scientifiques. S'il ne le fait pas par ignorance ou paresse, il prive d'autres peuples qui en ont besoin et qui pourraient le faire, partant il crée pour ces peuples des droits virtuels sur ces territoires inexploités » (13).

Ce droit de la nécessité, d'ailleurs, n'a qu'une valeur momentanée: en effet, quand la science aura progressé au point de permettre aux Etats de la vieille Europe de se suffire à eux-mêmes, ils devront quitter les pays occupés et l'on peut prédire que pour ne pas le faire ils trouveront d'autres excellentes raisons. Ils les quitteront peut-être, — mais chassés par les « sauvages », qui auront profité de leurs leçons.

Voici, pour finir, la meilleure raison donnée le plus sérieusement du monde: depuis toujours, la plupart de ces peuples « primitifs » ont vu des étrangers exercer le pouvoir chez eux, ils y sont habitués. Pourquoi mettre des exceptions à cette règle?

Est-ce donc que la violation d'un droit par suite de sa longue durée devient acceptable et légitime?

* * *

(13) Otlet. — *Les Problèmes internationaux et la Guerre*, p. 338.

On exagère en affirmant d'une façon générale que chez les peuples coloniaux on ne trouve ni sentiment national, ni capacité de se gouverner, ni civilisation suffisante, etc. (14). Les indigènes forment des groupes ayant des idées tout à fait différentes les uns des autres, des coutumes, des mœurs, des modes personnelles et des religions distinctes. L'anarchie n'est pas si complète qu'on le prétend et l'autorité du chef est acceptée librement. L'attachement à la tribu et au sol natal n'est-il pas un commencement de sentiment national? En s'établissant aux colonies, on arrête le développement de ce sentiment embryon-

(14) **J. Finot.** — *Le Préjugé des Races*, p. 456 :

« La psychologie des peuples primitifs, et en particulier des nègres, ressemble, en général, d'une façon étrange, à celle des classes non instruites de l'Europe. Les habitants d'un village nègre du centre de l'Afrique sont comme les paysans vivant loin des chemins de fer, à l'extrême-nord de la Russie ou à l'extrême-sud de l'Italie. ...Les palabres nègres ont elles-mêmes des traits d'analogie frappante avec les réunions communales des villages perdus dans le vieux monde. »

Johannet. — *Principe des Nationalités*, p. 86.

D'Argenson disait, en 1738 : « Vous feriez un roi de Palestine et de Syrie, un roi d'Egypte, un roi de Barbarie, un roi de Maroc, etc. »

(On se souvient qu'Abd-el-Krim était allé demander à Londres qu'on reconnût l'autonomie du Maroc.)

naire et on lui substitue, par des procédés divers, l'amour (?) de la métropole.

* * *

Admettons que l'entreprise coloniale est une violation nécessaire du principe des nationalités ou, pour user d'une formule plus élégante, que *le principe des nationalités est inapplicable aux colonies*.

Ceci ne veut pas dire que tous les procédés de colonisation soient bons. Il faut que les indigènes ne soient pas dépouillés de tous leurs biens, écrasés d'impôts et terrorisés par un fonctionnaire blanc autant ou plus qu'ils ne l'étaient par leur chef de tribu ou leur sorcier.

Malheureusement, on ne peut pas toujours se maintenir aux colonies en employant uniquement les bons procédés et l'on recourt à la force en invoquant la nécessité (15).

(15) Discours de M. Sarraut, ministre des Colonies. — Séance du jeudi 21 décembre 1922 :

« ...Certaines de ces critiques m'ont vivement touché. M. Boisneuf a parlé des indigènes forcés, à coups de rotin, de souscrire à l'emprunt. Et il a cité une de mes circulaires, où je reconnais, disait-il, les faits.

« ...Dans cette circulaire, je précisais la propagande personnelle des autorités, et je soulignais le mot « personnelle ». Je ne veux pas, disais-je, constater tel procédé qui tendrait à laisser supposer la fixation d'avance de telle somme déterminée. Je veux que mes fonction-

naires payent de leur personne et agissent par le moyen de la raison et du sentiment. La persuasion? oui; la contrainte, jamais!»

« M. Bracke fait alors cette judicieuse remarque :

« Cette circulaire est un aveu. Si les faits qu'elle mentionne n'avaient pas été exacts, pourquoi les avoir prévus? »

M. Sarraut : « ...Je sais que dans certaines colonies — où des inspecteurs procèdent précisément à une enquête — les indigènes sont astreints à un régime qui ressemble un peu au travail forcé (« un peu », est joli). »

(*Le Temps*, 23 décembre 1922.)

§ 3. — Les mandats coloniaux

Les rédacteurs du Pacte de la Société des Nations se sont occupés des colonies. L'empire colonial allemand n'existant plus, ils ont pensé à administrer les peuples qui le composaient. Ils considèrent donc les peuples coloniaux comme des peuples jeunes, qui ne jouissent pas d'une culture suffisante pour se diriger eux-mêmes. La Société des Nations, qui est la communauté des Etats civilisés, la « Famille des Nations » (16), s'est intéressée à ces groupes ethniques encore en enfance et a entrepris d'en faire l'éducation. Elle a voulu que, désormais, les indigènes fussent éduqués, bien traités, et vécussent une vie plus humaine. Aucune mesure vexatoire, aucun procédé cruel, rappelant l'époque de la domination germanique, ne devra être employé contre eux.

Les colonies allemandes (17) échapperont à tout

(16) **Oppenheim.** — La signification de la Société des Nations. *R. gén. du D. I.*, nov. 1919.

(17) De quels territoires s'agit-il?

Togo et Cameroun. — Le Togoland (87.000 kilomètres carrés, 1.032.000 habitants) passe sous la domination anglaise, **excepté** le port de Lomé et l'exploitation de

impérialisme; elles seront soumises, au nom de la Société des Nations, au régime du mandat international.

L'article 22, § 1, du Pacte dispose que, « en ce qui concerne les territoires et les colonies qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment, et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne, le bien-être et le dévelop-

deux chemins de fer (Lomé-Misahöhe et Lomé-Atakpamé), qui passe à la France.

Le Cameroun (790.000 kilomètres carrés, 264.000 habitants) passe, pour les quatre cinquièmes, à la France, un cinquième à l'Angleterre, sauf la portion comprenant le chemin de fer qui traverse le Cameroun pour atteindre le lac Tchad, qui reste à la France.

L'Est-Africain allemand (995.000 kilomètres carrés, 7.500.000 habitants) est partagé entre l'Angleterre et la Belgique. Celle-ci reçoit le Ruanda et l'Urundi.

Le Sud-Ouest Africain (835.000 kilomètres carrés, 81.000 habitants) est remis sous mandat à l'Union sud-africaine.

Les îles Samoa (mandat C) à la Nouvelle-Zélande.

Les îles de l'Equateur (Carolines, Mariannes, etc.) (mandat C) au Japon.

Les autres possessions allemandes du Pacifique, au sud de l'Equateur, à l'Australie.

Nauru, à l'Angleterre.

pement de ces peuples constituent une mission sacrée de civilisation ». Comment arrivera-t-on à mener à bien cette mission?

— En confiant la tutelle de ces peuples aux nations développées qui, en raison de leurs ressources, de leur expérience ou de leur position géographique, sont le mieux à même d'assumer cette responsabilité et qui consentent à l'accepter; elles exerceraient cette tutelle en qualité de mandataires et au nom de la Société (art. 22, § 2).

* * *

Les mandats internationaux apparaissent donc comme une transposition dans le domaine du droit international des notions juridiques de tutelle. Appliquées jusqu'ici aux seules personnes du droit privé, ces notions valent désormais pour les populations du droit international, c'est-à-dire pour les populations habitant des territoires qui ont cessé d'appartenir à des maîtres déchus de leurs droits.

Conformément aux principes ordinaires de la tutelle, le mandataire assume une obligation vis-à-vis de la Société des Nations, et, indirectement, vis-à-vis du peuple soumis à ce mandat.

* * *

On peut distinguer trois sortes de mandats:

Les mandats A:

Pour les anciennes communautés ayant appartenu à la Turquie, reconnues indépendantes provisoirement, à conditions qu'elles soient guidées par les conseils

d'un mandataire (nous les mentionnons seulement, puisqu'ils ne s'appliquent pas aux colonies).

Les mandats B :

Spéciaux pour les communautés de l'Afrique centrale, qui passent sous une véritable tutelle des puissances qui assument cette charge.

Les mandats C :

Pour les territoires tels que le Sud-Ouest Africain et certaines îles du Pacifique austral, qui, sous la réserve de quelques garanties, passent sous l'administration et les lois des puissances qui y exerceront un mandat international.

C'est au président Wilson qu'on doit cette institution. Certains Etats victorieux l'ont vue d'un mauvais œil, une annexion pure et simple leur eût semblé plus naturelle. Mais l'idée d'internationaliser les anciennes colonies allemandes plaisait fort aux Américains, puisqu'elle barrait la route aux ambitions du Japon, qui visait à l'hégémonie du Pacifique et de l'Asie orientale.

* * *

Pour que la Société des Nations se rende compte de ce qui se passe dans les pays soumis aux mandats, chaque mandataire est obligé d'envoyer un rapport au Conseil de la Société (§ 7, art. 22). Une commission permanente sera chargée de recevoir et d'examiner les rapports annuels des mandataires (§ 9) et de donner au Conseil son avis sur toutes les questions relatives à l'exécution des mandats. Ainsi qu'il a été décidé dans les séances de la Société à Genève, au mois de

décembre 1920, cette commission est constituée parmi les membres de l'Assemblée, c'est-à-dire des représentants des membres de la Société. C'est une disposition qui déplaît au Conseil.

* * *

Il faudrait compléter ces dispositions et perfectionner les moyens de contrôle, car les rapports des mandataires peuvent être tendancieux : ainsi, d'après les rapports belges, par exemple, les indigènes des régions de Ruanda et d'Urundi, mandatées à la Belgique, sont comblés de tout le bonheur possible, alors qu'en réalité pendaisons et exécutions sont pour les Belges un moyen de contraindre les indigènes à travailler pour eux (18). Des commissions d'enquête auront un rôle très utile à remplir !

* * *

L'idée qui domine l'institution des mandats, c'est

(18) Cependant il est dit, dans l'article 23, que les membres de la Société « s'efforceront d'assurer et de maintenir les conditions du travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous les pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir des organisations internationales nécessaires », et « s'engagent à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration ».

que ce n'est pas pour satisfaire l'appétit des Etats vainqueurs, mais bien dans l'intérêt du maintien de la paix que les colonies allemandes ont été placées sous la dépendance de la Société des Nations. Aussi serait-il triste que l'Administration nouvelle ne valût pas mieux que l'ancienne. Il ne doit plus y avoir d'oppression.

Rappelons enfin que le président Wilson soutenait avec une vivacité extraordinaire que « le Hottentot et le Zoulou doivent pouvoir défendre leur liberté nationale (19) au même titre que le Polonais ou le Tchécho-Slovaque », que les peuples les plus primitifs, les plus barbares, les moins aptes à user de la liberté, doivent pouvoir disposer de leur destin et garder, s'ils le désirent, leur indépendance (20). Ainsi donc, du jour où les peuples de ces colonies revendiqueront leur indépendance et montreront qu'ils ont acquis une notion claire et précise de leur nationalité, le rôle du mandataire devra prendre fin : le peuple sera devenu majeur, il n'y aura plus d'enfant à surveiller.

(19) Nationale ! Et c'est l'opinion d'un grand juriste. Nous ne sommes pas en mauvaise compagnie.

(20) *Information*, 28 janvier 1921.

CHAPITRE IV

COMMENT NAIT LA CONSCIENCE DE LA NATIONALITÉ

Si l'on est conscient de sa nationalité, si l'on veut se libérer de la tutelle d'un Etat, on le peut, on en a le droit.

Il suffirait donc qu'un groupe d'individus, habitant une partie d'un Etat depuis fort longtemps et ayant acquis, grâce à des influences diverses, des mœurs et une mentalité particulières, décidât que dès à présent il entend vivre sa vie, pour que ce groupe fût revêtu du nom mystérieux de nationalité et possédât le droit de libre disposition. Pourquoi le lui refuser si, grâce à un passé glorieux, à des peines communes et aux efforts de ses nationalistes, il est arrivé peu à peu à acquérir ou à se persuader qu'il a acquis une conscience parfaite de sa « différence » des autres groupements?

Dans l'Etat français actuel, il existe plusieurs nationalités (1); les unes atrophiées presque complètement,

(1) D'une façon plus générale, il ya en France des régions (le Nord, l'Est, le Midi) dont les habitants ont un esprit et une mentalité bien distincts. N'y a-t-il pas parfois entre elles de la rivalité, du dédain et même de la haine?

comme les nationalités flamande et provençale; d'autres encore reconnaissables aisément, comme les nationalités basque et bretonne, qui de plus coïncidaient jadis toutes avec des Etats autonomes, mais qui n'ont pas disparu pour avoir perdu leur autonomie strictement politique et administrative (2). Ces nationalités pourraient donc, si bon leur semblait, se replier sur elles-mêmes, briser les liens qui les unissent au reste du pays et se proclamer indépendantes, autonomes, libres !

Pour former un Etat, le vouloir-vivre collectif ne suffit pas. Il y a bien d'autres éléments nécessaires. Par contre, c'est un caractère qui est propre à beaucoup de collectivités secondaires : colonies à self-government, Etats fédérés, etc... Aujourd'hui, une tendance très nette se manifeste en faveur du régionalisme, de la décentralisation administrative; là encore apparaît le vouloir-vivre collectif. Ces collectivités, colonies, Etats protégés, provinces décentralisées, peuvent constituer une nationalité, mais elles ne sont pas un Etat véritable et complet, soumis à l'intérieur et indépendant à l'extérieur. C'est la preuve que la nationalité n'a pas droit à ce titre d'Etat (3).

Il n'y a qu'un mode possible et stable d'organisation politique de la société civile, c'est l'Etat et

(2) **Van Gennep.** — *Traité comparatif des Nationalités*, p. 21.

(3) **Le Fur.** — *R. D. I.*, 1921, p. 211.

l'Etat seul. Rien ne peut le remplacer, pas plus l'association professionnelle que la commune ou la province. La nationalité est encore plus impuissante, car elle n'a pas d'organisation politique.

L'Etat seul est organisé et c'est pour cela que, dans la société moderne, la vie en forme d'Etat est une nécessité (4).

La nationalité détruirait l'Etat, si les collectivités qui le composent avaient à tout moment le droit de le quitter pour chercher ailleurs un bonheur incertain.

La vie en Etat est comparable à la vie d'une grande famille dont les membres auraient entre eux quelque rivalité. Le moyen le plus sûr de maintenir l'union et la tranquillité réside dans l'octroi de concessions mutuelles, une entente amiable étant toujours préférable à l'emploi de la violence.

* * *

Pour avoir le droit de libre disposition, il faut que les individus aient *conscience de leur nationalité*. On pose le principe sans s'occuper de savoir comment naît cette conscience.

Il est pourtant intéressant de savoir *comment point la nationalité* : si elle naît spontanément ou bien si sa naissance est provoquée par des faits matériels.

Supposons un pays où il y a des « nationalités » qui aspirent à l'indépendance et prenons un enfant dans une famille qui serait soi-disant d'une de ces nationalités.

(4) *Id.*, p. 200.

Deux cas peuvent se présenter : ou bien son enfance s'écoulera dans une douce et heureuse ignorance de la politique, jamais on ne lui parlera de revendications nationales, et alors la nationalité d'Etat sera la seule qu'il possèdera; ou bien son intelligence d'enfant sera nourrie de sombres récits, d'histoires tragiques et imprégnée d'idées de révolte, d'indépendance. Les idées nationales de ses parents deviendront fatalement siennes.

Voilà la racine principale de la nationalité; elle se trouve dans l'éducation. On apprend sa nationalité comme on apprend l'alphabet.

* * *

Si l'individu n'a pas entendu dès le berceau les formules nationales, il les acquerra peut-être s'il désire cultiver son esprit (5).

(5) Du mensonge historique. — **Ed. Jaloux** (*Le Temps*):

« L'histoire est faite par les politiciens et les polémistes. Pour créer et diriger l'opinion populaire, nécessairement simple et rude, on ne saurait sans gêne s'embarrasser du scrupule ou de l'impartialité du savant, à supposer qu'il puisse lui-même dégager le sens d'un ensemble confus d'événements... La besogne de l'historien est toute de clarté, de nivellement, de « stylisation », comme celle de l'artiste. Elle fausse donc la réalité.

« ...L'historien et le poète communient dans la fiction. Virgile, voulant intéresser les Romains à son épopée, par un artifice de publicité digne de nos jours tapageurs,

Il lira, et selon le choix qu'il fera de ses lectures — ou qu'on fera pour lui — il conservera ses opinions ou s'exaltera dans la découverte de nouvelles convictions.

Il apprendra, par exemple, que jadis la contrée qu'il habite avait un gouvernement d'autochtones et que les habitants du pays voisin, par la force des armes, ont établi sur elle et imposé leur domination. De par l'examen des conditions d'existence, il devrait peut-être se rendre compte que la situation actuelle

flatta ses compatriotes en leur chantant les origines et les sources de leur haine contre Carthage. Qu'inventa-t-il alors? Simplement les amours du pieux Enée et de la jalouse Didon qui, l'un et l'autre, sont cependant nés à trois siècles de distance, Carthage ayant été bâtie trois cents ans après la prise de Troie.

« Qu'importe! Les Latins trouvaient là une explication ancestrale de leur hostilité. Tous les peuples en sont à attendre les mêmes justifications... »

« ...Il n'est pas, disait Renan, de fondation qui ne repose sur une légende : le seul coupable, en pareil cas, c'est l'humanité qui veut être trompée. »

Renan. — « L'oubli et l'erreur historique sont un facteur essentiel de la formation d'une nation. »

Johannet. — *Principe des Nationalités*, p. 11 :

« L'humanité, faisceau des volontés en marche et en travail, *invente l'histoire* au fur et à mesure de ses besoins à peu près comme les écrivains imaginent leurs drames ou leurs romans, en vue de satisfaire au public. »

n'est point si mauvaise et vaut bien celle de jadis — on ne vit pas que d'idéal ! — mais voici qu'a vibré en lui la fibre nationale ! Il tressaille comme si, dans le lointain, il entendait la voix des ancêtres, l'appel de la Race. Bouleversé par ces révélations, soulevé par l'amour, l'homme paisible rêve de coups de force et de combats victorieux ; l'homme paisible qui aurait été un bon et loyal citoyen d'un grand Etat, devient un révolté, un aigri, un patriote !

Voilà encore une façon d'acquérir le sentiment national.

*
* * *

On s'aperçoit aisément quelle va être, de nos jours, *l'influence de la presse* dans la formation de la pensée nationale.

La presse est une déesse toute puissante qui fait et défait les gouvernements, qui tantôt tire de l'obscurité certains hommes et les jette dans la lumière et la gloire, tantôt salit ceux qui lui déplaisent, les couvre de sarcasmes et poursuit avec ferveur sa vengeance haineuse jusqu'à ce qu'ils disparaissent, honnis et méprisés de tous, même s'ils ont consacré leur talent désintéressé et leur vie honnête au bien général.

C'est la presse qui se charge d'emboucher la trompette guerrière et d'enflammer les coeurs aux heures graves où le calme et le recueillement seraient souvent préférables aux explosions d'un patriotisme échevelé. C'est elle, en somme, qui décide de la paix ou de la guerre, qui excite à la violence ou prêche la résignation.

Grâce aux campagnes systématiques des journaux, on se met dans la tête des idées qu'on croit vraies. S'agit-il de justifier des mesures de rigueur vis-à-vis d'un peuple? Aussitôt on le dépeint sous un jour sinistre, on représente ses membres comme des bandits. On se rappelle, lors de la guerre des Balkans, le rôle des agences anglaises d'information inondant les journaux de « bulgarian atrocities », montant souvent de toutes pièces ces tristes exploits et ne mentionnant jamais les méfaits de leurs adversaires. De nos jours, un mouvement analogue s'est produit à propos de la Conférence de Lausanne : la presse anglaise (et celle de sir Basil Zaharoff) s'est ingéniée à répandre les bruits les plus alarmants sur l'intransigeance turque.¹

L'influence de la presse est énorme. « C'est presque l'unique aliment intellectuel des classes ouvrières en s'élevant jusqu'aux milieux plus ou moins cultivés. Par là, elle exerce l'action la plus profonde sur l'opinion publique et elle est la source principale de la formation des idées. »

On cultive l'opinion (6) comme on cultive des bacilles dans un laboratoire. Et comme la presse d'un pays — ou tout au moins les principales feuilles — est entre les mains de quelques groupements poli-

(6) « Et c'est à l'opinion « que l'on sacrifie sous les noms de renommée, de gloire, d'honneur... Elle est aujourd'hui centuplée par la presse. »

« Malheureusement, l'opinion n'est point infaillible;

tico-financiers, on s'aperçoit du caractère désintéressé (7) que sa propagande va revêtir en se camouflant sous de grands mots. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, en Allemagne, Hugo Stinnes contrôle soixante-dix feuilles de province ou grands quotidiens. Il tient entre ses mains toutes les agences de presse, même parfois de la presse socialiste et les agences de presse parlementaire. En réalité, par l'achat d'imprimeries, de journaux, de fabriques de papier, le trust Stinnes est le grand maître de l'opinion publique

elle est sujette à erreur; elle n'est pas toujours en faveur de la vérité, de la justice, ni même de l'utile.»

(Buche. — *Politique et Science sociale*, t. II, p. 288 et seq.)

« Celui qui, de nos jours, méconnaît la grande puissance de la presse, montre seulement qu'il ne comprend ni l'esprit, ni le caractère des temps modernes, et il renonce à l'une des ressources principales de la politique mondiale.»

(*Notre Avenir*. — Von Bernhardi, p. 37.)

(7) « ...La presse représente presque exclusivement des desseins particuliers comme des intérêts individuels...

« ...Avec quelques millions on peut faire dans ce domaine de grandes choses.»

(Von Bernhardi, l. c.)

Who owns the press, and why? Who furnishes the raw material for your thoughts about life ?

(*The brass check*. — Upton Sinclair.)

allemande. Ainsi s'explique l'explosion de haine qui s'est produite en Allemagne à la suite de l'occupation de la Ruhr; elle ne résulte pas d'un soulèvement spontané du patriotisme allemand irrité par l'occupation d'une partie de son territoire; il n'en est qu'une cause apparente. La cause réelle et profonde est, pour une bonne part, l'aboutissement d'une excitation factice et voulue, d'une propagande de la presse esclave.

N'y a-t-il pas une éclatante démonstration de l'influence de la presse dans ce fait que, de nos jours où les illettrés sont de plus en plus rares, éclatent le plus de mouvements nationaux? Que dans certaines parties du monde, les nationalités s'agitent dans un grouillement confus?

Mais il n'y a pas que la presse capable de créer des mouvements d'opinion, de ranimer les antagonismes en sommeil, de jeter la perturbation dans les esprits. La guerre de 1914 a montré l'importance extrême de la propagande sous forme de brochures et de conférences. L'Allemagne surtout a excellé dans ce genre, elle a travaillé avec un acharnement méthodique à diviser ses ennemis, elle a subventionné les nationalistes irlandais et suscité des révoltes aux Indes. Quant à son action en Russie, ne peut-on pas y voir un des facteurs de la dislocation de ce grand empire et de son émiettement en Etats nouveaux?

La propagande est une science qui a ses principes. Le professeur Plenge les a exposés dans son ouvrage: *Die Lehre von der Propaganda als praktische Gesell-*

schaftslehre (8). Il apprend l'art de répandre des suggestions sociales par toutes sortes de moyens infiniment variés. La suggestion sociale peut résulter, par exemple, d'un ingénieux recours aux lois de l'imitation, lorsque la propagande scientifique déclenche une vigoureuse action dans les milieux artistiques et mondains, en créant un engouement, une mode favorables aux desseins politiques qu'on nourrit.

Il y a des peuples sur lesquels on peut essayer ce que le docte professeur appelle sans ambages la propagande de calomnie. Basile avait déjà dit, dans une tirade célèbre : « Calomniez ! calomniez ! il en reste toujours quelque chose... ». Mais on n'avait pas encore fait de cette maxime une doctrine scientifique.

La propagande doit être continue dans son développement, autant que systématique dans ses principes. Son action persistante ne doit pas laisser un moment de répit ni de repos aux foules que l'on domine par l'obsession de la contagion mentale. Un mensonge, à force d'être répété aux oreilles des multitudes dociles et moutonnières, finit par prendre l'apparence d'une vérité prouvée. En pareille matière, l'apparence seule importe, puisqu'elle suffit à déterminer les mouvements collectifs, les terreurs paniques, les émeutes, les révolutions. C'est pourquoi l'art de propagandiste consiste à grossir les questions, à les amplifier par de savants jeux d'optique. L'humanité ne se détermine jamais d'après des nuances. Le commun des hommes ne perçoit que les masses et n'est

(8) *Le Temps*, 12 févr. 1923.

sensible qu'aux violents heurts de lumière et d'ombre. Le public se jette, tête baissée, sur les couleurs voyantes, criardes, comme le taureau, dans l'arène, se précipite sur l'étoffe rouge que le matador agite devant ses gros yeux.

Le propagandiste cherchera donc les meilleurs foyers de rayonnement pour les colossales erreurs qu'il propage. Il mesurera les zones d'efficacité où peuvent agir à coup sûr les étonnantes combinaisons dont il est l'inventeur et découvrira les impératifs énergétiques de qui dépend le succès de sa domination sur le savoir et sur le vouloir de ses contemporains.

Pourvu qu'une propagande soit continue et persévérante, elle porte toujours ses fruits. A force de répéter sans cesse à un peuple qu'il doit se libérer, on peut arriver à créer en lui des idées de révolte qui, une fois nées, iront toujours grandissant, violentes et impérieuses. Il est aussi facile d'inoculer à un peuple le virus national que d'injecter à un homme le sérum antityphique.

Que devient alors la nationalité, si elle est la représentation d'une opinion? C'est une lueur changeante, un nuage qui se transforme sans cesse au gré du vent.

Il n'était pas possible de fonder la nationalité sur des éléments matériels tels que la race, la langue ou la religion, et l'on a cru très habile de l'identifier à une opinion, à une volition collective. Mais on ne peut pas baser un droit — un droit qui assurerait la Paix durable — sur un état d'esprit, sur une volition d'aujourd'hui, qui disparaîtra peut-être demain sous des influences opposées à celles qui l'ont provoquée.

CONCLUSION

L'examen des diverses théories nationales nous amène à cette conclusion décevante qu'aucune des définitions de la nationalité n'est absolue (1). Chaque nationalité résulte de facteurs différents et spéciaux; mais une nationalité, à vrai dire, n'existe pas à l'état latent, elle s'extériorise dans les actes de ceux qui la

(1) **Ramsay Muir.** — *Nationalisme et Internationalisme*, p. 65 :

« La nationalité constitue donc une idée évasive, difficile à définir. Elle ne peut être mise à l'épreuve ou analysée par des formules telles que celles qu'aiment les professeurs allemands. Et surtout elle ne se laisse pas expliquer par la doctrine brutale et enfantine du racialisme ».

Id., p. 70 :

« Nous devons reconnaître qu'il n'y a pas de caractéristique unique, infaillible, de ce qui constitue une nation, à moins que ce ne soit la conviction de la population elle-même de son caractère national, *et encore cette conviction peut-elle être erronée* ou reposer sur des bases insuffisantes. »

composent. Et ce qui révèle l'idée nationale, c'est bien la volonté commune des individus.

De ce qu'on ne peut pas la définir avec précision, il n'en va pas moins qu'elle existe et qu'elle est douée d'une force explosive considérable. Et il est dangereux pour la sécurité mondiale — et en particulier pour la sécurité européenne — de permettre aux peuples de faire explosion ou même de les solliciter à faire explosion. Il se trouvera toujours des innocents qui en seront les victimes.

Y eut-il jadis des nationalités raciques ou linguistiques? On ne sait. On ne peut plus les distinguer nettement, parce que les peuples ne sont pas des choses inertes, immobiles à jamais, mais des réalités mouvantes, des vies qui se développent et parfois disparaissent; parce que, dans leur passé, il y a eu trop de heurts, de scissions ou de mélanges (Br. et Val.).

* *

Le principe des nationalités, si on l'appliquait pour refaire la carte du monde, aboutirait à un émiettement inouï des Etats, en attendant que, de nouveau, joue l'inéluctable loi d'attraction et que les peuples, pris dans le tourbillon des nécessités vitales et ballottés par le Destin comme un liquide dans un centrifugeur géant, reviennent peu à peu à la forme étatique.

Et on aurait dû l'appliquer, puisque c'était pour lui que les belligérants prétendaient se battre, même les oppresseurs de peuples comme les Anglais, les Autrichiens et les Russes!

On s'est apitoyé sur certains peuples autrefois

constitués en Etats et qui avaient disparu, absorbés par leurs voisins plus puissants. On a ressuscité des peuples qui n'avaient pas su vivre. Mais on a oublié de leur conférer en même temps la science du gouvernement. La réduction du nombre des Etats n'est-elle plus un signe de progrès, une chance de plus d'éviter la guerre? (2).

* * *

Croire que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes, c'est se payer de mots et se nourrir de rêves.

Les sociétés humaines, pas plus que les hommes eux-mêmes, « ne vivent de beau langage ». La dure et longue épreuve de la guerre a contraint les plus idéalistes à concevoir la vie des nations comme liée avec vigueur à l'alimentation et à la circulation.

Faire la paix n'aurait donc pas dû consister uniquement à chercher des solutions aux conflits entre la multitude des nations et des Etats rivaux ou hostiles, mais par dessus tout à trouver des moyens nouveaux d'assurer la respiration économique du monde, seul gage d'un développement politique normal (3). En effet, pour que la paix puisse se maintenir, il faudrait que chacun pût satisfaire ses besoins vitaux (4). Il est donc nuisible de créer des Etats

(2) **M. Chrétien.** — *Cours de doctorat*, 1918-1919.

(3) **Brunhes et Vallaux**, p. 619 et seq.

(4) *Le Temps*. — Chambre, séance du 23 mai 1922 :

M. Tardieu : La base de cette grande thèse anglo-

qui végéteront dans l'indigence économique et, ou bien chërcheront par des conquêtes à acquérir ce qui leur manque, ou bien tomberont sous la tutelle d'un puissant voisin.

*
* *

Le principe des nationalités, comme nous avons pu le voir, n'est, en fin de compte, qu'un instrument de politique, un excellent moyen de créer des dissensions dans les Etats et que les gouvernements cherchent à réaliser... chez les autres.

C'est ainsi que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, qui avaient asservi et tenté d'annihiler chez elles les nationalités, ont repris à leur compte et à leur profit la politique des nationalités par-delà leurs frontières,

saxonne, c'est que les phénomènes économiques dominent le monde et doivent maîtriser les phénomènes politiques moraux, psychologiques, nationaux... Le prophète en a été M. Keynes; tout son livre n'est que le développement de cette idée que je déclare fausse: « Vous nous avez
« tracé trop de frontières de nationalités; ce n'est pas
« intéressant! Ce qui fait la frontière, c'est la loi économique: à qui ira le fer, le charbon? Voilà le point! »

Van Gennep. — *Traité comparatif des Nationalités*, p. 94 :

« A elles seules, des questions mondiales comme celles du fer, du charbon, du coton et de la laine sont de force à dominer à certains moments et en certaines régions toutes les considérations historiques, linguistiques, religieuses et sentimentales... »

afin de dissocier les nations voisines et de ruiner les Etats.

On sait, en effet, que les nations sont moins que les Etats et les nationalités moins que les nations. Donc, si les Empires centraux avaient pu, au-delà de leurs domaines propres, ne plus trouver que des nationalités, quelle heureuse fortune et quels triomphes d'avance assurés !

Toute la politique allemande vis-à-vis de la Russie a tendu à ruiner l'Etat et à remplacer la nation par les nationalités : quand des Etats forts ne se rencontrent plus face à face qu'avec des nationalités séparées, quels espoirs indéfinis peuvent naître !

* * *

Le principe des nationalités, même si on l'avait appliqué, ne pouvait servir de solution au problème de la paix. Les hommes se dresseront toujours les uns contre les autres, tant qu'ils se laisseront fasciner par le miroir des ambitions nationales, habilement manœuvré par les profiteurs de la crédulité populaire.

Les peuples, après le dénouement de l'atroce tragédie, croyaient à la paix durable et au retour de la prospérité, mais maintenant ils sont désabusés. Les excitations à la violence jaillissent de toutes parts et les appels à la haine. L'avenir est inquiétant.

La haine n'a jamais concouru au maintien de la paix. Elle trouble les cœurs et fausse le jugement. Et la guerre renaîtra si les hommes persistent dans leurs erreurs anciennes, s'ils se refusent à admettre l'évidence. Un peuple ne peut pas vivre sans le concours

des autres. Ecraser une nation, c'est nuire à toute la communauté internationale.

« Pour qu'un peuple puisse, à l'aise, développer librement ses facultés, ses ressources, déployer son génie, il lui faut autour de lui un monde propice, accueillant, ou qui tout au moins ne soit pas dressé contre lui pour entraver ses efforts, lui imposer de la gêne et des vexations. Chacun a besoin d'autrui et profite d'autrui, et le génie d'un peuple s'épanouira avec d'autant plus de puissance et de rayonnement que l'atmosphère générale du monde sera plus élémentaire. » (Discours de M. Paul Hymans au Groupe-ment universitaire pour la S. d. N., 1^{er} mai 1923.)

Ce n'est pas par l'institution de la Société des Nations qu'on supprimera les massacres. Quand l'abbé de Saint-Pierre exposait son programme de paix universelle au cardinal Fleury, celui-ci lui demanda simplement : « Avant de faire discuter vos cinq articles, avez-vous préparé les cœurs et les esprits des gouvernements et des peuples ? » De nos jours, le programme de la Société des Nations est aussi un programme de paix universelle, mais est-ce que ceux qui le préconisent avec un généreux enthousiasme se sont occupés de créer dans le sein des peuples des dispositions propices à une harmonieuse entente ?

Pour supprimer les conflits, il faudrait que les peuples eussent une conception saine et vraie des devoirs de l'humanité et des liens qui existent entre tous les membres de la collectivité internationale.

Ce qu'il faudrait, c'est aboutir à un internationalisme qui, tout en respectant les nationalités, rappro-

cherait les peuples, les unirait, les solidariserait même par un échange de produits naturels ou fabriqués, et surtout de pensées et de sentiments.

« L'idée de patrie et de solidarité internationale ne sont pas en contradiction. Bien au contraire, elles se tiennent. Il faut être d'abord de sa patrie, de son pays, de sa race, et il serait impossible de ne pas l'être : la nature veut qu'on le soit. Nous portons en nous l'âme de nos ancêtres, leurs traditions, leurs coutumes; chaque collectivité humaine représente une forme du passé et de civilisation et il est naturel, il est légitime que l'on veuille une patrie forte, prospère, riche, entourée d'honneur et de gloire. Mais, pas plus qu'un individu ne peut vivre seul, isolé dans la cité, ne peut s'y suffire à lui-même, une nation ne peut vivre seule, isolée dans le monde et se suffisant entièrement à soi-même. » (P. Hymans.)

Pour que la paix règne à jamais sur le monde, il faudrait que toutes les vieilles erreurs, tous les faux dogmes, tous les faux principes, vapeurs délétères qui intoxiquent les âmes et les diminuent, s'évanouissent, chassés par le souffle vivifiant d'un « esprit international ».

Vu :

Nancy, le 25 avril 1923.

Le Professeur délégué :

A. CHRÉTIEN.

Vu :

Nancy, le 28 avril 1923.

Le Doyen de la Faculté :

F. GÉNY.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 30 avril 1923.

Le Recteur de l'Académie :

CH. ADAM.

MEMBRE DE L'INSTITUT.

BIBLIOGRAPHIE

- AUERBACH. — *Races et Nationalités en Autriche-Hongrie.*
VON BERNHARDI. — *Notre Avenir* (traduction Simonnot).
BERNHARD BECKER. — *Der Missbrauch der Nationalitätstheorie.*
BLUNTSCHLI. — *Théorie générale de l'Etat.*
BOURGEOIS. — *Le Traité de Paix de Versailles.*
BUCHEZ. — *Politique et Science sociale.*
NICHOLAS M. BUTLER. — *L'Esprit international.*
A. CHRÉTIEN. — *Cours de doctorat, 1918-1919.*
G. CIORICEANU. — *Les Mandats internationaux.*
DE COURTEVILLE. — *La Nation.*
DUGUIT. — *L'Etat.*
FEDOZZI. — *Il principio di Nazionalità.*
J.-G. FICHTE. — *Discours à la Nation allemande.*
J. FINOT. — *Le Préjugé des Races.*
Paul GAULTIER. — *La Mentalité allemande et la Guerre.*
A. VAN GENNEP. — *Traité comparatif des Nationalités.*
GOBINEAU. — *Essai sur l'Inégalité des Races.*
HENRI HAUSER. — *Le Principe des Nationalités.*
HENRION. — *La Nation et le Droit des Gens.*
HOLTZENDORFF. — *Le principe des Nationalités.* — R.
D. I. et lég. comp., 1870.
C. JELLINEK. — *L'Etat moderne et son Droit.*
René JOHANNET. — *Le Principe des Nationalités.*

- LALOUËL. — Les conceptions politiques de la Société des Nations et l'élaboration du Pacte. — *R. générale D. I. P.*, 1922 (3-4).
- LAURENT. — *Les Nationalités*. 1919.
- DE LAVELEYE. — *Causes actuelles de guerre en Europe*.
- BERNARD LAVERGNE. — *Le Principe des Nationalités et les Guerres*.
- LE BON. — *Enseignements psychologiques de la Guerre européenne*.
- F. LOT. — *Les derniers Carolingiens*.
- LE FUR. — *Races, Nationalités et Etats*.
- MANCINI. — *Prelezioni*.
— *Discorsi parlamentari sulla questione romana*.
- M. MOYE. — *Le Droit des Gens moderne*.
- RAMSAY MUIR. — *Nationalisme et Internationalisme*.
- NEUMANN. — *Volk und Nation*.
- NIBOYET. — *La Nationalité d'après les Traités de paix*.
- NOVICOW. — *La Politique internationale*.
— *Luttes entre Sociétés humaines*.
- E. NYS. — *Le Droit international*.
- OTLET. — *Les Problèmes internationaux et la Guerre*.
- PICARD. — *Le Droit pur*.
- RAPISARDI MIRABELLI. — *Le Traité de Sèvres*.
- R. REDSLOB. — *Histoire des grands principes du Droit des Gens*.
- RENAN. — *Discours et Conférences*.
- DE ROQUETTE-BUISSON. — *Du Principe des Nationalités*.
- R. SAINT-CLAIR. — *L'Homme et la Terre*.
- E. SEILLIÈRE. — *Introduction à la Philosophie de l'Impérialisme*.
- UPTON SINCLAIR. — *The brass check*.
- A. SOREL. — *L'Europe et la Révolution française*.

TANNENBERG. — *Gross-Deutschland* (traduction française).

A. THIERRY. — *Les Origines de la France contemporaine*.

TURGEON. — *La Nation*.

N. VLODOIANO. — *La Protection des Minorités*.

I. ZANGWILL. — *Principle of Nationalities*.

Le Temps, 12 fév. 1923, 18 juin 1919, 2 janvier 1918, etc.

Vers la Société des Nations (Buisson, Brunhes, Aulard, etc.)

Les Aspirations autonomistes en Europe (Aulneau, Delaisy, etc.).

Traité de Paix avec l'Allemagne.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I.	
I. — <i>L'Idée de Nationalité à l'heure actuelle</i>	7
II. — <i>Le Fondement de la Nationalité</i>	11
§ 1. — La Race.....	12
§ 2. — La Langue.....	28
§ 3. — La Religion.....	35
§ 4. — La Volonté collective.....	39
CHAPITRE II. — <i>Le Principe des Nationalités</i> .	
I. — Son caractère général.....	45
II. — L'origine de l'idée de nationalité.....	45
III. — Les trois cas dans lesquels on peut trouver une nationalité.....	53
CHAPITRE III. — <i>Restrictions qu'on propose à son appli- cation</i> .	
§ 1. — Conditions exigées des candidats- Etats	57
§ 2. — Application du principe aux colonies.	62
§ 3. — Les mandats coloniaux.....	68
CHAPITRE IV. — <i>Comment naît la conscience de la Natio- lité</i>	
CONCLUSION	87

